

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 10 JANVIER 1934.

**Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen de la Proposition de Loi
tendant à modifier les règles de la procédure en matière de divorce.**

(Voir le n° 15 du Sénat, session de 1932-1933).

Présents : MM. LIGY, président ; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ (J.),
DE CLERCQ (J.-J.), DISIÈRE, HANQUET, LEBEAU, LEBON, LEGRAND,
le baron MEYERS, PAULSEN, ROLIN, VAN FLETEREN et ORBAN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet qui est soumis aux délibérations du Sénat tend à simplifier les règles de la procédure et dès lors à faciliter le divorce lorsque celui-ci est basé sur l'adultère d'un des époux.

**Objectif
du projet.**

Les auteurs du projet reconnaissent, et cela résulte à toute évidence des travaux préparatoires, « que les formalités de procédure relatives au divorce ont été multipliées par le législateur dans l'espoir... qu'à la faveur de ces complications des réconciliations se produiraient ».

Dans l'exposé des motifs fait par Treilhard, dans la séance du Corps Législatif 30 ventôse XI (LOCRÉ, t. II, p. 570), nous lisons en effet : « La marche de l'instruction d'une demande en divorce ne doit pas être confondue avec la marche de l'instruction d'une affaire ordinaire. En général, l'accès des tribunaux ne peut être trop facile, ni la procédure trop rapide : il n'en est pas de même en matière de divorce; une sage lenteur doit donner aux passions le temps de se refroidir. Le divorce n'est tolérable que lorsqu'il est forcé, et la société gémit de l'admettre lors même qu'il est nécessaire : chaque pas dans l'instruction doit donc être un grand objet de méditation pour le demandeur, et pour le juge, un nouveau moyen de pénétrer les motifs secrets, les véritables motifs d'une demande de cette nature, de s'assurer du moins que ces motifs sont réels et légitimes. Toutes les dispositions du projet relatives aux formes ont été rédigées en conséquence ».

Mais les initiateurs du projet sont d'avis que cette considération ne peut être retenue en cas d'adultère d'un des époux. Dans ce cas disent-ils « le demandeur ou la demanderesse apportent dès le début de la procédure la preuve du fondement de leur action et le Tribunal *doit* faire droit à leur demande à moins de violer la loi ».

Nous aurons l'occasion au cours de notre exposé de revenir sur cette dernière assertion et d'examiner si elle n'est pas formulée de façon trop générale.

* * *

Plan général
du
rapport.

Laissant de côté toute considération d'ordre philosophique ou confessionnel (1) nous nous proposons d'examiner brièvement s'il est opportun d'accueillir le projet, en nous plaçant à la fois au point de vue des nécessités sociales, des tendances actuelles de la doctrine ou de la jurisprudence et de la technique législative.

Il nous sera permis toutefois de signaler incidemment que c'est avant tout pour des considérations d'ordre social que l'Église catholique s'oppose au divorce.

La remarque en a été faite par M. Mazeaud, professeur à la Faculté de Droit de Lille : « Si l'Église, écrit-il, proclame l'indissolubilité du mariage ce n'est pas pour une raison spécifiquement religieuse, sans rapport avec le bien réel de l'homme, c'est en très grande partie pour un motif d'ordre social, lequel s'impose à tous. L'Église en interdisant le divorce n'a fait que prendre en mains les intérêts de la société. Voilà ce qu'oublient ceux qui ne voient dans le problème qu'une question de confession, ceux qui, pour frapper le catholicisme, instituent et étendent le divorce; derrière lui et plus profondément ils frappent la société elle-même » (2).

I. — LE DIVORCE AU POINT DE VUE SOCIAL : FAUT-IL LE FACILITER ENCORE?

Le divorce
n'est
dans notre
légalisation
qu'un
« remède ».

Personne aujourd'hui en Belgique ne songe, croyons-nous à prétendre que le divorce constitue une fin en soi ni même un acte dépendant de la seule convenance des parties. Il fut presque toujours considéré par les esprits pondérés comme un remède inévitable et comme un mal nécessaire, sauf peut-être pendant la période révolutionnaire où, au cours de la discussion de la loi du 20 septembre 1792, un orateur revendiquait sans vergogne « le droit de prendre une femme comme il prenait une chambre dans hôtel garni pour un jour s'il lui plaisait ». (Voir LOCRÉ, *Code civil*, T. 2^e, p. 444 et A. MOLLIÉ, *La question du Divorce*, Besançon 1930, p. 13.)

Les deux
conceptions
en
présence.

Les deux conceptions ont été naguère clairement exposées par M. Michon, professeur à la Faculté de Droit de Nancy dans une étude particulièrement suggestive sur *la Famille et le Mariage au temps de la Révolution* : « Pour comprendre la loi de 1792 il faut savoir au préalable que, si l'on admet le principe du divorce, il y a deux manières très différentes de le concevoir et de l'appliquer. Il y a d'abord la conception restrictive, qui considère le mariage comme un contrat idéalement indissoluble, un engagement d'honneur contracté pour la vie. Si cependant il arrive que l'un des époux manque gravement à cet engagement (c'est le cas d'adultère), ou s'il devient indigne (c'est le cas de condamnation criminelle d'un des époux); si la vie familiale devient de ce fait intolérable pour les époux et peut-être aussi pour les enfants, alors le divorce intervient comme un remède extrême, comme le moyen de dénouer radicalement une situation impossible. Le divorce ainsi compris est une institution restrictive, de droit très étroit, à un double point de vue: d'abord il n'est possible que dans des cas exceptionnels et rigoureusement limités; ensuite même dans ces cas, il n'est pas à la libre disposition des époux; fondé sur une violation

(1) La doctrine catholique du mariage se trouve condensée dans les deux encycliques *Arcanum divinae*, de Léon XIII, et *Casti Connubii*, de Pie XI. On trouvera le commentaire autorisé de cette doctrine dans l'ouvrage de J. Derminé : « La Doctrine du Mariage chrétien », Louvain 1930.

(2) MAZEAUD : « La Loi française et le Divorce dans le *Divorce* », publié par l'Association du Mariage chrétien, Paris 1928, p. 24.

essentielle du mariage, il ne peut être prononcé que par le Tribunal, appréciateur impartial de cette violation; il est un acte judiciaire, une procédure. C'EST LE DIVORCE-REMÈDE.

« Mais il y a une autre conception possible, c'est celle du divorce large ou relâché. Dans cette doctrine, le divorce n'est que l'application au mariage du principe de la dissolubilité des contrats. Le mariage est dissoluble comme tout contrat. Il peut se dissoudre soit par un commun accord, ou plutôt par un commun désaccord: c'est le divorce par consentement mutuel, et même par le dissentiment d'un seul des époux, qui ne veut plus du mariage: c'est le divorce pour incompatibilité d'humeur. Le mariage fondé sur un accord se dissout par le désaccord. Cette conception du divorce, très différente de la première, aboutit à des conséquences opposées; d'abord le divorce exerce d'une faculté inhérente à l'homme ou à la femme, celle de changer de sentiment, application du droit à l'inconstance, est très largement ouvert dans des cas multiples; ensuite c'est un acte volontaire qui n'a pas besoin en principe d'être contrôlé par la justice; c'est un acte extra-judiciaire, sans formalités, sans procédure. C'EST LE DIVORCE-FACULTÉ.

» Le principe introductif posé par la loi de 1792 sur la dissolubilité du mariage révèle clairement la pensée du législateur révolutionnaire. Pour lui, le divorce est l'exercice d'une faculté humaine; il admet donc la conception large, ou plutôt il admet cumulativement les deux. » (L. MICHON, dans *Le maintien et la défense de la famille par le droit*. Sirey, 1930, p. 70-71.)

Que la conception restrictive du divorce ait été universellement admise chez nous, nous n'en voulons d'autre preuve que la mise en évidence du caractère essentiel de notre législation et de notre procédure telle que nous la trouvons dans le *Traité des causes de divorce*, de M. Pasquier (Bruxelles, Bruylant et Paris, Librairie Générale de Droit. Comp. JOSSEAND, *Cours de Droit civil*, T. I, n° 910, 1^{re} éd., Sirey, 1930).

Le législateur de 1804, écrit M. Pasquier (p. 8), a envisagé le divorce avec défaveur: nombreuses sont les décisions judiciaires qui ont rappelé solennellement ce principe, reconnu d'ailleurs par toute la doctrine. La loi de 1792, qui admettait très facilement le divorce, eut des conséquences dont les bons esprits s'effrayèrent, en douze ans, elle fut appliquée plus de vingt mille fois. La famille, considérée comme la base de la société, était menacée. Le Code devait la consolider. C'est dans cet esprit que fut instauré le régime nouveau. Divorce et séparation de corps sont admis, mais réglementés sévèrement. On exige, en effet, une cause légale, prouvée avec toute la précision désirable et démontrant qu'il serait inhumain de maintenir une union ravagée par la discorde. Le divorce n'est donc admis que quand il est inévitable; imposé en quelque sorte par les faits, et il est rejeté quand il ne provient que du caprice ou de la volonté plus ou moins arbitraire des époux. »

La législation napoléonienne sur le divorce est essentiellement une réaction contre les ruines qu'avaient accumulées, au bout de dix années, la loi du 20 septembre 1792 qui avait introduit le divorce en France, au point que l'un des promoteurs de cette loi la déclarait bientôt désastreuse et demanda de restreindre le plus tôt possible la faculté du divorce. Vous ne sauriez, ajouta Mailhe, arrêter trop tôt le torrent d'immoralité que roulent ces lois désastreuses (cité par G. FONSEGRIVE, *Mariage et Union libre*, Paris, Plon, 1904, p. 115) (1).

(1) A consulter aussi sur les effets désastreux des lois révolutionnaires sur le divorce: Ch. LEFEBVRE: « La Famille en France », Paris, Giard, 1920, p. 58. — MOLLIER, *op cit.*, p. 13, et MICHON, étude précitée. — Ol. MARTIN: « La Crise du Mariage pendant la législation intermédiaire », Paris 1905.

Un des historiens les plus autorisés de la Révolution française n'hésite pas à proclamer que par ses lois sur le divorce la Révolution avait pendant de longues années ébranlé la famille, pierre angulaire du foyer. (MADELIN, *Histoire de la Révolution française*, p. 261.)

La législation
du divorce
constitue dans
le Code Civil
un
« compromis ».

Il était primordial de rappeler ce caractère « compromissaire » du Code civil, amalgame entre la législation révolutionnaire qui menaçait de ruiner la société française et l'ancien droit où le divorce était prohibé : IL NOUS FAUT CONSTAMMENT AVOIR A L'ESPRIT CE TRAIT ESSENTIEL LORSQUE NOUS SONGEONS A LÉGIFÉRER EN MATIÈRE DE DIVORCE. (Voir MAZEAUD, *La loi Française et le Divorce*. Rapport présenté au Congrès d'Arras en 1928).

On sait qu'après avoir été supprimé en 1816 lors de la Restauration, le divorce n'a été réintroduit en France à la suite de différentes tentatives infructueuses de Naquet que par la loi du 27 juillet 1884. Différentes tentatives d'élargissement ont été faites depuis. Elles sont énumérées par M. Piérard, dans son *Traité sur le divorce et la Séparation de Corps*. (Bruxelles, Établissements Bruylant, 1927, t. I, p. 64 à 66).

En Belgique, au contraire, les dispositions du Code civil réglant le divorce sont restées en vigueur sauf de légères modifications par la loi du 11 février 1905, changeant certaines règles de procédure et la loi du 8 février 1906, permettant le remariage des époux divorcés. (Voir PIÉCARD, p. 66 et 67.)

On peut, dès lors, du point de vue social qui nous préoccupe, d'abord se demander quels ont été pendant cette période les effets du divorce dans certains pays voisins spécialement en France et en Belgique.

Résultats
de la
législation
au point
de vue
social.

1° En France.

Et en France pour commencer.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler les observations que présenta à la Chambre Française le rapporteur de la loi de 1884 M. De Marcère. « Loin de provoquer à la dissolution des mariages, les magistrats se montreront ce qu'ils doivent être, les défenseurs de la société et de la famille et ne prononceront le divorce que dans les circonstances extrêmes pour lesquelles le législateur aura réservé un recours qui à ses yeux mêmes n'a rien de favorable ».

On sait que l'auteur de cette déclaration devait vingt ans plus tard à la tribune du Sénat Français reconnaître que l'application qu'on avait faite de la loi avait été abusive et qu'elle avait préparé un état social auquel il avait été loin de songer quand il avait donné jadis son adhésion à la disposition légale introduisant le divorce. (Voir BONNECASE : *La Philosophie du Code Napoléon*, 2^e éd., p. 278) (1).

Il suffira sans doute d'indiquer que le nombre de divorces prononcés en France et qui était, en 1885 de 4,125 a atteint en 1927 le chiffre de 18,487, qu'il s'élève progressivement en 1928, à 18,822; en 1929, à 19,353; en 1930, à 20,409, pour se rendre compte que les prévisions du rapporteur ont été déjouées et que la crainte qu'avait exprimée un illustre politicien français, Jules Simon, qui

(1) Voici la déclaration que M. De Marcère, rapporteur de la loi de 1884, fit au Sénat français, au cours de la discussion de la loi du 15 décembre 1904 : « Je veux seulement aujourd'hui, déclara-t-il, rappeler au Sénat quelle était la pensée formelle des auteurs ou du moins du rapporteur de la Commission à l'époque où la loi a été votée. L'application qu'on a faite depuis lors de cette loi du divorce, les errements singuliers de la magistrature à ce sujet ont modifié profondément la pensée qui avait présidé alors à sa confection. Dans le rapport que je fis alors, j'avais dit que nous recommandions à la magistrature de n'appliquer cette loi, dont nous ne méconnaissions pas les périls, que dans les cas exceptionnels, dans le cas où une nécessité inéluctable s'imposerait à l'esprit du juge, où il apparaîtrait qu'il était devenu inévitable de séparer les époux par le divorce. Prenez garde, ajoutais-je, on vous confie aujourd'hui un intérêt sacré, l'intérêt de la famille, un intérêt social de premier ordre : vous en êtes les gardiens et vous veillerez à ce que l'esprit de cette loi passe dans vos arrêts. On ne l'a pas fait, Monsieur le Garde des sceaux. »

redoutait qu'en commençant par le petit divorce on finisse par le grand, avait été parfaitement justifiée.

M. Crétinon, ancien bâtonnier du Barreau de Lyon, auquel nous empruntons ces derniers chiffres, ne manque pas d'observer : « Ces tableaux nous permettent, dit-il, de fournir une réponse topique à la question qui était controversée en 1884 à savoir si l'envie du divorce est suscitée ou aggravée précisément par l'existence de la loi. Les chiffres disent évidemment oui. Ils confirment ce que la psychologie déjà annonçait... le nombre croissant de ceux qui en usent diminue la zone de répugnance dont il était environné (*Le Mariage et l'Indissolubilité dans la Crise du Mariage*, Paris 1932, p. 146).

La moyenne du nombre de divorces en France est actuellement de 60 sur 1,000 mariages et cette moyenne atteint dans le département de la Seine la proportion de 100 sur 1,000 soit un divorce sur 10 mariages (voir pour le détail des statistiques françaises sur le divorce le volume *Le Divorce*, publié par l'A. M. C., Paris 1928, p. 12 et suivantes).

Si de la France nous passons en Angleterre nous constatons, d'après les renseignements que donne l'Annuaire Statistique Belge de 1932, que dans ce pays où le divorce n'est admis que très limitativement (1), il y eut en 1919, 2,483 divorces et que le chiffre s'en est élevé à 4,062 en 1930.

2° En Angleterre.

L'Amérique peut être appelée la terre classique du divorce. D'après l'*Encyclopédie Britannique* (14 éd., V^o, « Divorce »), le nombre de divorces qui était en 1886 de 25,000, atteint le chiffre de 72,000 en 1906. Il monte à 112,000 en 1916 pour atteindre 181,000 en 1926, ce qui signifie une augmentation de 61 p. c. pour la période décennale qui va de 1916 à 1926.

3° Aux Etats-Unis.

Le phénomène est identique en Allemagne.

Tandis que le nombre de mariages et des naissances y est en décroissance constante, le nombre des divorces augmente dans des proportions qui ne manquent pas d'inquiéter l'observateur soucieux de l'avenir de ce pays.

4° En Allemagne.

Sur 10,000 mariages, il y eut, en Allemagne :

En 1913	15,2 divorces.
En 1919	19,9 —
En 1920	32,1 —
En 1921	33 —
En 1922	30,2 —
En 1923	27,4 —
En 1924	28,5 —
En 1925	27,9 —
En 1926	26,4 —
En 1927	27,8 —

Le nombre de mariages a été :

En 1921	38,726
En 1922	36,587
En 1923	33,939
En 1924	35,936
En 1925	35,451
En 1926	34,105
En 1927	36,449

(1) On sait qu'en Angleterre le divorce n'est admis que depuis 1857 et seulement pour cause d'adultère de la femme, ou du mari depuis 1923. — JENKS : *The Book of English Law*, p. 286 (2^e édition, London, 1928).

Pour les trois dernières années relevées, les chiffres se présentent comme suit :

	Mariages.	Naissances.	Divorces.
1928	587,175	1,200,029	36,928 soit 58 p. c.
1929	589,611	1,220,777	39,424 — 61,6
1930	562,491	1,183,728	40,722 — 63 —

(Voir ROSENBERG, *Ehescheidung und Eheanfechtung*, 2^e éd., Berlin, 1930, p. 187. *Der Grosze Herder*, éd. 1932, V^o Ehescheidung). (1)

5^o En Belgique.

Sommes-nous en Belgique dans une situation plus favorable et y a-t-il, toujours au point de vue social, le même danger qu'en France d'élargir la brèche du divorce?

Il existe malheureusement aussi en Belgique un problème du divorce et pour être moins inquiétant peut-être que dans certains pays voisins, il n'en mérite pas moins d'être pris en considération par tous ceux qui ont le souci de nos destinées nationales.

Je n'en veux pour preuve que ce passage tout à fait caractéristique, à mon sens, d'un jeune auteur à la science duquel tous les juristes belges sont unanimes à rendre hommage et qui vient de doter nos bibliothèques du premier volume d'un traité de droit civil qui sera, je n'en doute pas, le guide de la génération de demain.

Les convictions philosophiques de M. Henri DE PAGE ne le rendront certes pas suspect aux yeux des auteurs de la proposition de loi que nous examinons. « En réalité, en critiquant le divorce, dit-il, on a surtout voulu critiquer la tendance contemporaine à l'élargissement du divorce. Et sur ce terrain, les arguments sont beaucoup plus forts. Il est certain que la jurisprudence, entraînée par un mouvement irrésistible, semble-t-il, a considérablement facilité l'obtention du divorce, d'abord en élargissant singulièrement la notion de l'injure grave, ensuite en se montrant extrêmement indulgente devant les difficultés conjugales qui ne sont peut-être pas aussi graves ni aussi irrémédiables que les époux veulent le croire. On prétend même que, dans certains pays où le divorce par consentement mutuel n'est pas admis, de véritables comédies judiciaires ont lieu pour dissimuler devant des magistrats bienveillants, un divorce de pur caprice.

On sait, d'autre part, qu'un constat d'adultère simulé n'est guère difficile à provoquer. Aussi, « l'industrie du divorce » est-elle, paraît-il, devenue plus prospère que celle du courtage matrimonial. C'est au point que des juristes, des moralistes et des sociologues de toutes les opinions, épouvantés du danger, tendent à revenir au divorce exceptionnel, ou même à l'indissolubilité du mariage. »

Écoutez, d'autre part, l'avertissement non exempt d'inquiétude, pour ne pas dire le cri de détresse, poussé par un de nos sociologues les plus avisés, M. l'abbé Jacques LECLERCO, professeur de philosophie à Bruxelles, qui, au cours d'une conférence faite à la cinquième semaine sociale universitaire catho-

(1) Nous ne dirons rien dans ce rapport de la situation en Russie soviétique. Nous nous bornons à renvoyer à une étude parue dans l'édition déjà citée : « Le Divorce », p. 163, Sur la Législation du Mariage et du Divorce dans U. R. S. S., par J. KOLOGRIVOV, ainsi qu'à l'article du docteur R. DE GUCHTENEERE, dans la revue : « Saint-Luc médical », 1933, p. 47.

lique, s'exprimait comme suit : « Nous sommes sur la voie de la catastrophe, la chose n'est pas douteuse. Il suffit, pour s'en rendre compte, de consulter la statistique des divorces : la gradation est constante; et le fait est d'autant plus significatif que la loi n'a pas changé, c'est donc bien la nécessité intrinsèque de l'institution elle-même qui porte ses fruits irrésistiblement. Et cela seul suffit à démontrer que, si en France, on se borne à demander la restriction de la loi, on n'arrivera pas en fait à enrayer le fléau.

» De 1876 à 1881, la moyenne annuelle des divorces prononcés en Belgique est de 175; de 1881 à 1886, elle passe à 252; elle est à 357 pendant les cinq années suivantes et saute à 531 pendant les années 1891 à 1896; pendant l'année judiciaire 1896-1897, on prononce 700 divorces; on atteint 813 en 1902-1903; 970 l'année suivante; puis, après un fléchissement momentané, l'ascension reprend en 1908-1909, où l'on en prononce 1093; 1170 en 1911-1912; 1245 en 1912-1913; 1694 en 1913-1914. C'est-à-dire qu'en quarante ans, de 1876 à 1914, le nombre des divorces a décuplé. Et personne, hélas, ne peut s'attendre, vous le savez aussi bien que moi, à ce qu'après la guerre, le mouvement s'arrête. D'ailleurs, si nous conservions quelques illusions, les premières statistiques d'après guerre seraient bien de nature à nous les enlever : en 1919-1920, on nous annonce 2366 divorces prononcés, et en 1920-1921, 3760; plus du double du chiffre de 1914, vingt fois le chiffre de 1876. Le Père LEMAIRE, dans *La Wallonie qui meurt*, nous dit qu'en 1830, il y avait pour toute la Belgique, quatre divorces... Et la loi n'a pas changé; elle a gardé toute sa rigueur... Mais personne ne s'inquiète. »

Voici d'ailleurs en addition les chiffres que citait en 1924 l'éminent conférencier ceux que l'on trouve dans le dernier annuaire statistique publié par les soins du Ministère de l'Intérieur pour les années 1931-1932.

Il y a eu en Belgique :

En 1925.	74,761 mariages et	2,503 divorces.
En 1926.	72,517	— 2,349 —
En 1927.	71,921	— 2,351 —
En 1928.	71,485	— 2,351 —
En 1929.	71,811	— 2,134 —
En 1930.	71,624	— 2,491 —

Ce qui résulte à toute évidence de l'examen de cette dernière statistique c'est que le nombre des mariages fléchit et que la marée du divorce est montante chez nous comme ailleurs.

Et comme il est vrai qu'en Belgique le divorce « détruit le foyer » aussi bien qu'en France il y a lieu de se demander si c'est le moment d'en élargir les possibilités, d'en faciliter les accès ou si ce n'est pas plutôt le moment de se souvenir du principe *Odiosa sunt restringenda*.

Ceux qui partagent nos convictions philosophiques, peut-être aussi les autres, consulteront avec un vif intérêt le chapitre qui a été consacré à la législation du divorce par M. l'abbé Dermine dans sa très remarquable étude sur *La Doctrine du Mariage Chrétien* publiée en 1930 aux éditions de la Société d'études morales, sociales et juridiques à Louvain.

Avant de quitter le terrain social et d'aborder l'examen du mouvement doctrinal et jurisprudentiel qui se dessine autour du divorce, il convient de poser la question si la multiplicité des divorces exerce une influence directe sur la

Influence
du divorce
sur la
natalité.

natalité. Nous n'ignorons pas que de très bons esprits, adversaires aussi résolus que nous mêmes du divorce, ont semblé le nier.

Georges Fonsegrive notamment dans sa remarquable et attachante étude citée déjà, écrit à ce sujet : « La courbe descendante de la natalité légitime est régulière et d'une origine bien antérieure à la loi de 1884. »

Mais récemment d'autres observateurs sont arrivés à des conclusions diamétralement opposées. Dans leur *Traité élémentaire de Droit civil* (7^e éd. p. 206), MM. Colin et Capitant n'hésitent pas à proclamer que « le mariage fonde la famille et que le divorce la détruit ». Ils reportent sur le divorce la dénatalité qui compromet l'avenir de la France.

Actons ensuite la déclaration de M. Boverat, Membre du Conseil Supérieur de la natalité, en France, qui nous dit : « Je n'ai été guidé dans l'étude que j'ai faite du divorce par aucune considération d'ordre dogmatique ni confessionnel, j'ai été autrefois partisan du divorce. L'étude du problème de la natalité a complètement changé ma manière de voir » (Cité par MOLLIER, op. cit. p. 101). Et dans le remarquable discours qu'il prononça, il y a quelques mois, à la Chambre française, un ancien ministre, M. Georges Pernot corrobora de façon éloquente cette manière de voir : « Partout, disait-il, où le divorce est devenu plus fréquent et plus facile, toujours les naissances ont diminué. Pour qu'un foyer soit fécond, que faut-il ? Il faut que le père de famille fasse confiance à la Providence, s'il est croyant, ou s'il n'est pas croyant, il faut au moins qu'il fasse confiance à la vie. Or on ne peut faire confiance à la vie si l'on ne croit pas à la stabilité du foyer. Il n'est pas possible que dans un foyer où les liens se distendent avec une telle facilité on puisse courir le risque d'élever de nombreux enfants » (*Journal officiel*, vendredi 25 nov. 1932.)

Aussi voyons-nous, dès 1924, le Conseil supérieur de la natalité demander des mesures pour enrayer le nombre des divorces. (Voir *Traité pratique de Droit civil*, par PLANIOLE et RIPERT, T. II. *La Famille*, par André ROUAST, p. 402, note I.)

Nous ne songeons nullement à attribuer au divorce seul la décroissance de la natalité en France. Nous savons que les causes sont avant tout d'ordre moral : « L'enquête, nous disait récemment M. Charles Benoist, que j'ai menée pendant six ans, de 1913 à 1919, pour l'Académie des Sciences morales et politiques, sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité dans les différentes régions de la France, et où j'ai plus spécialement étudié la Normandie en prenant comme « témoins » les départements bretons, m'a convaincu que les causes de la crise sont premièrement, on pourrait dire presque exclusivement, morale, ou sociales, et sociales par le côté moral. Bien entendu, une observation minutieuse n'élimine pas tout à fait les autres causes économiques, juridiques, fiscales, physiologiques même. Mais il est hors de doute que les plus générales et les plus profondes sont morales ou psychologiques. Cette constatation suffit à montrer dans quelle direction et dans quel ordre il faut chercher les remèdes, qui seront surtout moraux, comme les causes du mal. Il faut refaire, et peut-être faire à la France, une autre moralité, soutenue par une autre « mentalité », lui enseigner une autre manière de se conduire et, à cette fin, d'abord de sentir, puis de penser ». (*Les lois de la Politique française*, page 97).

Mais d'autre part, le fait que dans certains pays où le divorce n'est pas toléré par la législation, il se manifeste aussi une certaine régression dans la population ne plaide pas contre notre thèse. Il est établi qu'en Italie notamment le phénomène est dû avant tout à la forte mortalité infantile. (Voir *Filadelfo Insolera : Problemi demografici dans Gerarchia*, 1930, VIII, p. 20.)

Signalons enfin qu'au cours de l'intéressante conférence qu'il fit à Arras, en 1928, pour l'Association du Mariage Chrétien sur *Le Divorce et l'Enfant*, M. Rouast, professeur de droit civil à l'Université de Paris s'exprimait en ces termes : « Je pourrais d'abord vous faire remarquer que l'institution du divorce est par sa nature si hostile à l'enfance qu'elle supprime l'enfant avant sa venue au monde. C'est un fait que constatent les statistiques, et que les congrès de natalité ont mis en lumière, que les régions où l'on divorce le plus sont aussi celles où on naît le moins. Pourquoi? Les promoteurs du divorce se flattaient au contraire de favoriser la natalité en permettant aux hommes et aux femmes séparés de corps de se remarier, donc d'avoir des enfants. L'événement les a démenti : depuis 1884 la natalité française n'a pas augmenté, elle a baissé. Et la raison est facile à comprendre. L'existence de l'institution du divorce pèse sur les mariages comme une menace et tend à les rendre inféconds, pourquoi s'encombrer d'enfants si un jour on doit reprendre sa liberté? Puisque le divorce rend les enfants malheureux, mieux vaut, en prévision d'un divorce possible, ne pas en mettre au monde... Le mariage à l'essai, c'est-à-dire le mariage avec l'arrière pensée d'un divorce possible, est presque toujours infécond. Et les facilités toujours plus grandes de divorce tendent à répandre en certains milieux l'usage du mariage à l'essai. »

Et voilà, nous semble-t-il, deux conclusions qui jusqu'ici s'imposent :

1^o Partout où le divorce existe et *a fortiori* partout où l'on tente d'en faciliter la pratique, la dislocation du foyer suit le terrain glissant qui conduit à la désorganisation de la cellule sociale qu'est la famille... Et il est dès lors dangereux d'en accentuer encore la déclivité.

2^o D'autre part, et c'est le deuxième fait acquis, l'augmentation du divorce cadre avec la décroissance de la natalité.

Sont-ce là deux objectifs que doit poursuivre le législateur conscient de sa tâche ou ne lui convient-il pas plutôt de serrer les freins pour éviter de rouler à l'abîme?

Nous répondrons avec le professeur Bonnet : « Qu'il faut que le législateur poursuive une politique familiale. Il faut qu'on sache s'il veut s'orienter vers la consolidation de cet organisme qui est à la base même de la société ou si au contraire il veut pousser à sa désagrégation ».

II. — LE MOUVEMENT LÉGISLATIF ET DOCTRINAL AUTOUR DU DIVORCE.

Si abandonnant le point de vue tout à fait général des contingences sociales nous passons aux tendances doctrinales et jurisprudentielles, nous aurons l'occasion de faire certaines constatations qui nous paraissent ne pas manquer d'intérêt.

Comme nous l'avons remarqué ci-dessus, la législation sur le divorce n'a guère varié en Belgique depuis le Code civil et voilà que le Parlement Belge est saisi à la fois de deux projets, l'un déposé à la Chambre par M. Jennissen et ses amis et qui tend à faire de l'aliénation mentale une cause de divorce (1),

(1) Il ne nous appartient évidemment pas d'examiner dans ce rapport le projet déposé à la Chambre. Qu'il nous soit permis seulement de livrer à la réflexion de tous ceux qui un jour seront appelés à émettre un avis ce passage extrait de l'œuvre de M^{me} de Staël qui fut cependant elle partisan de l'introduction du divorce dans la législation française : « Un divorce qui aurait pour motif des malheurs survenus à l'un des deux époux serait l'action la plus vile que le pensée pût concevoir ; car les affections du cœur, les liens de famille ont précisément pour but de donner à l'homme des amis indépendants de ses succès et de ses revers, et de mettre au moins quelques bornes à la puissance du hasard sur sa destinée. Les Anglais, cette nation morale, religieuse et libre, les Anglais ont, dans la liturgie du mariage une expression qui m'a touchée : *Je l'accepte*, disent réciproquement la femme et le mari, *in health and in sickness, for better and for worse ; dans la santé comme dans la maladie, dans ses meilleures circonstances, comme dans ses plus funestes*. La vertu, si même il en faut pour partager l'infortune quand on a partagé le bonheur ; la vertu n'exige alors qu'un dévouement tellement conforme à une nature généreuse, qu'il lui serait tout à fait impossible d'agir autrement. » (M^{me} DE STAËL : *Delphine* passage cité par Fonsegrive, *loc. cit.*, p. 107.)

l'autre, déposé au Sénat par notre honorable collègue M. Lebeau et qui fait l'objet des observations que nous avons l'honneur de présenter.

Sommes-nous à la veille d'une offensive et a-t-on vraiment, dans certains milieux, le désir d'aggraver une situation qui nous donne à l'heure actuelle déjà de justes raisons d'inquiétude? Nous n'avons provisoirement qu'à constater la concordance de certains efforts sans en scruter les mobiles.

La législation
française
depuis 1884.

Plusieurs tentatives, les unes plus hardies que les autres, ont été faites en France pour élargir les cadres de la loi de 1884.

On trouvera, dans l'ouvrage de M. ROUAST, formant le tome II du *Traité de Droit civil français* de PLANIOL et RIPERT, l'énumération et l'explication de la portée des interventions successives du législateur français dans le but de rendre plus facile le divorce réintroduit dans ce pays à l'initiative de M. Naquet depuis la loi du 18 avril 1886, qui simplifie la procédure jusqu'à celle du 4 janvier 1930, la plus récente en date si nous sommes bien informés, et qui permet, d'après la suggestive expression de notre distingué collègue à la Faculté libre de Paris, M. Henri LALOU, de se livrer sans souci au jeu du mariage et du divorce puisqu'il fait disparaître les dernières entraves que la loi du 26 mars 1924 avait maintenu pour empêcher, dans certains cas, le remariage d'anciens époux divorcés (*Dalloz Hebdomadaire*, 30 janvier 1930).

La réaction
doctrinale.

Mais voilà que la Société d'études législatives avait, dès 1906, exprimé le désir de réagir contre le divorce et l'on put voir, sinon en législation, tout au moins en doctrine, un mouvement très net se dessiner dès cette époque pour endiguer le courant : les études de Durkheim, du docteur Grasset, de Paul Bureau, des professeurs Cuhe et Bonnetcase sont particulièrement à signaler. Tout spécialement, l'étude magistrale du professeur Bonnetcase consacrée à la Philosophie du Code Napoléon appliqué aux droits de famille. (Paris, De Boccard, 1928).

Nous ne pourrions assez recommander la lecture de cet ouvrage vraiment capital à tous ceux qu'intéresse l'avenir de la famille.

« De bonne heure, écrit M. SIMONNET, professeur à l'Université de Nancy, il a semblé à un certain nombre de juristes et de sociologues qu'en dehors du point de vue canonique et catholique, et donc du point de vue social ou sociologique, de très fortes objections contre le divorce mériteraient décidément d'être prises en considération. (SIMONNET : « Le Mariage et l'Union libre dans le maintien et la défense de la famille par le Droit ; Paris, Sirey, 1930, p. 100).

C'est sans doute à ce mouvement doctrinal qu'il convient d'attribuer l'échec subi à la Chambre française, en juillet 1926, d'une proposition de loi votée déjà au Sénat et qui ne manquait pas de présenter certaines analogies avec le projet qui nous est soumis puisqu'il tendait à réduire le délai fixé à trois ans par la loi du 6 juin 1908 et au bout duquel la séparation de corps serait obligatoirement convertie en divorce. Il voulait donc, tout comme le projet actuel, activer la procédure dans un cas où le divorce était quasi péremptoire, puisqu'il devait nécessairement être accordé par le juge à l'époux sollicitant l'application de la loi (Voir les débats auxquels la discussion de cette proposition a donné lieu récemment à la Chambre française et au cours desquels s'est produite l'intervention courageuse de M. Georges Pernot signalée ci-dessus.) (Documentation catholique n° du 18 mars 1933).

M. Van Laer, professeur de Démographie à la Faculté libre de l'Université de Lille, soulignait dernièrement, dans une étude sur le divorce en France, la signification de l'attitude de la Chambre française et posait la question : « Commencerait-on à comprendre dans les milieux parlementaires la faute commise en 1884? (*Le Divorce* : publication de l'A. C. M., Paris, 1928, p. 7).

Signalons, quant à nous, que c'est au moment où l'idée du divorce semble faire régression chez nos voisins, que se présentent très inopportunément, nous semble-t-il, chez nous les initiatives que nous avons indiquées, contre lesquelles la saine opinion publique ne manque pas déjà de protester et concluons-en que l'expérience française devrait bien plutôt nous mettre en garde.

Nous ne pouvons mettre fin à ces quelques réflexions au sujet des tendances législatives et doctrinales actuelles sans signaler que le projet qui nous est soumis ainsi que la plupart des initiatives qui furent prises au cours des dernières années pour élargir la brèche du divorce, repose sur cette idée tout à fait fausse d'après nous et, d'ailleurs, repoussée de plus en plus en doctrine, que le mariage est un contrat, c'est-à-dire, une convention qui, se formant par le concours de volontés revêt un caractère synallagmatique et qui pourrait dès lors, être comme toute convention résiliée, dès le moment où l'un des partenaires est en défaut de satisfaire à ses obligations contractuelles. Cette thèse est encore soutenue par Piérard : (*Divorce et Séparation de Corps*, t. I, n° 166).

Une fausse
conception
du mariage.
Le mariage
« contrat ».

Ce fut l'erreur fondamentale des rédacteurs du Code civil de ne voir dans le mariage sous l'inspiration des tendances individualistes de Rousseau (1) et de Pothier qu'un contrat alors que cependant ils ont pratiquement dans la réglementation du mariage répudié cette notion. (BONNECASE : *Philosophie du Code Napoléon*, n° 97 et ssv.. — SIMONNET : *Le Mariage et l'Union libre dans le maintien et la défense de la Famille par le droit*. Sirey, 1930, p. 97 (2).

Les premiers commentateurs du Code civil ont versé dans la même erreur, et seuls Aubry et Rau semblent avoir nettement entrevu la nature spécifique du mariage qu'ils définissent « la société perpétuelle que contractent deux personnes de sexe différent dans le but d'imprimer un caractère de moralité à leur union sexuelle et aux rapports naturels qui doivent en naître ».

Ce sera sans doute le grand mérite d'un des plus éminents juristes contemporains, Maurice Hauriou, d'avoir entrevu le renouveau que la doctrine de l'institution peut infuser à certaines de nos théories juridiques et notamment à la théorie du mariage.

La vraie
conception
du mariage.

D'autres après lui s'inspirant de ses directives, ont signalé avec autorité que le mariage est avant tout une *institution*, dont la caractéristique est la permanence et dont la portée et la signification avant d'être individuelles s'étendent bien au delà des aspirations et des commodités personnelles à chacun des époux qui « instituent » un foyer dans le but de perpétuer la société humaine (3).

Le mariage
« institution ».

« Que le mariage soit une institution, nous dit M. CAVROIS de SATERNALT, professeur de Droit à l'Université de Lille, il semble bien que ce soit désormais

(1) Sur l'influence directe des théories Gallicanes et des Philosophes sur le divorce, voir MICHON, *loc. cit.*, pp. 54, 56 et 57, et R. LEMAIRE : « Le Mariage civil », Paris, 1901, pp. 58 et suiv.). — A consulter aussi, sur les origines du mariage civil et du divorce, la très forte étude de MAGNIN, professeur honoraire à l'Institut catholique de Paris, dans : « La Crise du Mariage », Paris, 1932, p. 114. — Adde DANIEL MORNET : « Les Origines intellectuelles de la Révolution française », Paris, Colin, 1933, pp. 75 et suiv., et p. 251.

(2) Nous voyons, écrit FONSEGRIVE (*op cit.*, p. 250), que l'idée des philosophes reprise par le Comité de législation de l'Assemblée de 1792, à savoir que le mariage n'est qu'un contrat civil, est une idée tout à fait insuffisante. Les règles du contrat civil ne peuvent s'y appliquer. Son objet et ses effets sont différents. Des personnes s'y engagent mutuellement et engagent non plus des choses ou des actions déterminées, mais leurs personnes tout entières. Les règles du contrat civil ne suffisent plus. Un autre auteur, M. AUDIAT, trouve que d'une façon plus ou moins consciente, le divorce provient de l'idée que le mariage est un contrat libre tout comme les autres (cité par R. LEMAIRE : « Le Mariage civil », Paris 1901, p. 156. Voir aussi CAVROIS de SATERNALT, dans l'étude ci-après citée, p. 37).

(3) Il ne nous semble pas inopportun de rappeler ici la définition que Hauriou lui-même a donnée de la notion de l'institution : « Une institution est une idée d'œuvre ou d'entreprise qui se réalise et dure juridiquement dans un milieu social; pour la réalisation de cette idée, un pouvoir s'organise, qui lui procure des organes; d'autre part, entre les membres du groupe social intéressé à la réalisation de l'idée, il se produit des manifestations de communion dirigées par les organes du pouvoir et réglées par des procédures. — Maurice HAURIOU : « Aux sources du droit », Paris, Bloud, 1933, p. 96.

admis unanimement. On n'y peut considérer comme antagonistes ceux qui mettent leur vie en commun. Son but est de donner à l'union des sexes une organisation sociale et morale.

« Sa réglementation doit correspondre à la nature permanente de la personne humaine, dont le développement normal exige la permanence de la famille. Sans doute la famille elle-même repose sur une trame subjective, sentiments réciproques d'affection entre le mari et la femme, les parents et les enfants; mais il s'y est entrelacé une chaîne d'idées objectives, perpétuité du foyer, indissolubilité du mariage, monogamie, autorité paternelle, etc. Ces idées en ont fait une Institution ». (*Ce que les Juristes pensent aujourd'hui du Divorce : Rapport présenté au Congrès d'Arras en 1928. Documentation publiée par l'Association du Mariage Chrétien sous le titre « Le Divorce » p. 45.*)

Ce n'est pas ici le lieu de nous étendre sur ce principe fondamental du caractère de l'institution matrimoniale. Nous ne pouvons que renvoyer ceux que la question intéresse aux études qui lui ont été consacrées au cours des dernières années par les juristes de premier plan comme Hauriou, Renard et Bonbecase. (Voir MAURICE HAURIOU : *Aux Sources du Droit*; Paris 1933, p. 89 et suivantes. RENARD : *La Théorie de l'Institution*, Paris, Sirey 1930, p. 103 et suivantes. RENARD. *Le Droit, l'Ordre et la Raison*, Paris 1927, p. 342. RENARD. *Le Mariage est-il un contrat comme les autres*. Étude publiée dans le volume *La Crise du Mariage* Paris, éd. *Mariage et Famille* 1932, p. 101. BONNECASE : en dehors de l'ouvrage déjà cité sur *La Philosophie du Code Napoléon* voir supplément au *Traité de Baudry*, t. IV, p. 638, Paris, Sirey 1928. SIMONNET *op. cit.* p. 105.)

Ajoutons que ce n'est pas sans une réelle satisfaction que nous avons vu M. Henri De Page, dans son ouvrage ci-dessus signalé, se ranger avec décision à l'opinion de ces auteurs concernant la nature juridique du mariage. « Ne voir dans le mariage qu'un contrat, dit-il, est une idée absolument fausse aussi, tous les auteurs sont actuellement d'accord, ajoute-t-il, pour voir dans le mariage une institution (DE PAGE, *Droit civil belge*, t. I, p. 567 (1)).

III. — LE PROJET CONSIDÉRÉ AU POINT DE VUE DE LA TECHNIQUE JURIDIQUE ET DES TENDANCES ACTUELLES DE LA JURISPRUDENCE.

Le projet au point de vue de la technique juridique et législative.

Après ces considérations d'ordre général, nous pouvons maintenant aborder l'examen du projet lui-même. Nous voudrions démontrer qu'il n'est pas exempt de dangers réels, qu'il est contraire aux tendances qui se dessinent dans la jurisprudence de nos Cours et Tribunaux et qu'il laisse à désirer au point de vue des exigences de la technique juridique et législative.

Ce dernier point retiendra d'abord notre attention. On n'aura pas manqué d'apercevoir que les auteurs du projet ont assimilé complètement l'adultère « délit pénal » et l'adultère « cause de divorce ».

La lecture de l'article 3 du projet ne peut laisser aucun doute à cet égard. Il y est dit : « Sur production d'un extrait certifié conforme par le greffier, du jugement ou de l'arrêt qui a prononcé la condamnation du chef d'adultère ou d'entretien d'une concubine au domicile conjugal, le tribunal *rendra* un jugement

(1) Comp. Francesco CONSENTINI : « Le Droit de Famille, Essai de Réforme », Paris, 1929, p. 251. Le mariage, dit cet auteur, constitue un contrat *sui generis* d'autant qu'il n'est pas du tout abandonné à la libre volonté des contractants, mais soumis à une règle supérieure d'ordre social qui l'emporte sur la volonté des individus, afin de sauvegarder l'intérêt de la famille aussi bien que celui de la société entière. (Voir aussi : ASSER, *Nederlandsche Burgerlijk Recht, Personen Recht* 5^e druk, 1923, blz. 318).

autorisant la partie demanderesse à se retirer devant l'Officier de l'État civil de son domicile au jour du jugement, pour le faire prononcer, l'autre partie dûment appelée. Le divorce pourra être prononcé en tout temps, sans avoir égard au délai de deux mois imparti par l'article 264 du Code civil. »

Cette assimilation contre laquelle les auteurs protestent (voir Piérard : *Divorce et séparation de corps*, t. I, 221, et De Page, *op. cit.*, n° 861), est en opposition formelle avec l'esprit de notre législation. Elle introduirait dans nos textes une disposition qui par la confusion de deux notions essentiellement distinctes mènerait tôt ou tard à des conséquences imprévues et non désirées (1).

Tel qu'il est libellé, le texte, dans sa forme impérative pour le juge, rend au point de vue civil, toute réconciliation impossible, alors que celle-ci est cependant prévue *in terminis* par le Code pénal (articles 387 et 389).

Une fois l'extrait du jugement de l'arrêt de condamnation produit devant le juge, celui-ci devra rendre son jugement autorisant le divorce sans que le pardon consenti entretemps par l'époux non coupable et qui arrêtera les conséquences de la condamnation pénale puisse arrêter le cours de la procédure civile. Et ce jugement, qui admettrait le divorce, ne serait, au surplus, susceptible d'aucun recours, ce qui est contraire à la règle fondamentale du double degré de juridiction, surtout en une matière intéressant à un degré éminent l'ordre public.

On fera observer sans doute que l'époux qui aura pardonné et consenti à reprendre la vie commune retirera sa demande en divorce.

Encore faut-il que le texte autorise pareil désistement que les auteurs de la proposition ne peuvent avoir eu l'intention d'exclure. Même dans cette hypothèse, il restera vrai que si le pardon intervient après le prononcé du divorce, celui-ci demeurera un fait acquis puisque toute possibilité de recours contre la décision civile a été écartée par les auteurs du projet. La circonstance que dans l'intention des auteurs du projet le jugement invoqué à l'appui de la demande devra être coulé en force de chose jugée n'enlève rien à la pertinence de notre observation.

Signalons ensuite la rédaction pour le moins bizarre de l'article 1^{er} du projet, qui parle des formalités prévues aux articles 236 et *autres* du Code civil.

Entend-t-on supprimer, par exemple, les mesures provisionnelles qui sont de l'essence de toute procédure en divorce ou en séparation de corps ?

Et sinon, de quelles formalités s'agit-il au juste ? Il faudrait bien préciser à cet égard.

Voilà des observations qui concernent la technique législative.

Il en est d'autres qui visent le fond même de la proposition déposée par l'honorable M. Lebeau et ses cosignataires.

A la base de leur initiative se trouve cette idée qu'aucune réconciliation n'est possible et en tous cas qu'aucune réconciliation n'est à prévoir entre époux dont l'un a fait condamner l'autre du chef de violation de la foi conjugale.

« Il est bien rare », nous dit-on, dans « l'Exposé des motifs », que le mari ou la femme outragés qui ont fait condamner la ou le coupable, songent à la réconciliation lorsqu'ils ont, au surplus, pris la décision d'introduire une action en divorce ».

Observations
de fond.

(1) Le principe de la distinction entre l'adultère délit pénal et ses conséquences civiles, a été affirmé à diverses reprises par la jurisprudence, notamment en ce qui concerne les effets de l'amnistie à l'égard du délit d'adultère. La Cour de Cassation de France a posé dans deux arrêts récents la règle que l'amnistie pénale est sans effets au point de vue de la procédure du divorce. Cass. Req., 14 mai 1923, D. P., 1924, I, 76, Cass. Req., 20 juin 1932, Dalloz Hebd., 1932, p. 460.

Et l'on en arrive ainsi à une conception nouvelle en matière de divorce. Ce ne sera plus seulement le divorce pour motif dit péremptoire, ce sera le divorce déclenché automatiquement. Il suffira de presser le bouton...

C'est ici que se dévoilent toute l'inopportunité et ajoutons le danger du projet que l'on voudrait voir soumettre à la délibération de la Haute Assemblée.

Qu'il nous soit permis de faire remarquer préalablement que la distinction entre les causes péremptoires et les causes facultatives de divorce, qui est le fondement même du projet qui nous est soumis, est, à juste titre, selon nous, critiquée par certains auteurs.

Il nous plaît particulièrement de citer à ce propos l'opinion de M. Piérard dont nous sommes loin en général de partager les tendances : « Le juge, dit-il, appelé à connaître d'une demande de divorce ou de séparation de corps quelle que soit la cause invoquée, *même s'il se trouve en présence d'un jugement condamnant l'autre époux pour adultère* ou pour tentative d'homicide conservera un pouvoir d'appréciation souverain sur le point de savoir si le fait allégué constitue une violation de la foi conjugale, outrageante pour l'époux demandeur. C'est dire que nous ne pouvons admettre la division que font la plupart des auteurs entre les causes déterminées de divorce péremptoires et les causes facultatives, tout au moins dans le sens absolu que comporte le mot péremptoire et qui est admis par ces auteurs. » (PIÉRARD : *Divorce et Séparation de Corps*, Bruxelles, 1927, T. I, p. 205.)

M. De Page admet la distinction que nous critiquons pour l'instant mais il veut bien reconnaître que, dans certains cas, l'adultère n'est pas une cause de divorce par exemple en cas de connivence ou de provocation et il invoque en ce cas le principe *volenti non fit injuria*. Pratiquement les conséquences des deux opinions sont les mêmes. (DE PAGE : *Traité élémentaire de Droit civil Belge*, p. 782. Comp. Cass., fr. 5 août 1901, D. P., 1901, I, p. 470.

Est-il bien certain, au surplus, qu'en fait, toute possibilité de réconciliation doive être considérée comme étant pratiquement exclue en cas de condamnation pour adultère?

La réconciliation n'est jamais impossible « à priori ».

Qu'il nous soit permis de recourir ici aux profondes connaissances psychologiques et à l'expérience déjà féconde de M. De Page. Les réflexions qu'il a consacrées au rôle conciliateur du magistrat siégeant à la chambre des divorces, me paraissent être d'une justesse, d'un à propos et d'une vertu décisive, tels, qu'on nous excusera de lui emprunter la longue citation que voici :

« Les tribunaux, au lieu de considérer le divorce comme une longue suite de formalités, devaient prendre mieux conscience de leur véritable rôle, exercer avec plus de dévouement ce qui constitue pour eux un véritable sacerdoce. Il serait souhaitable qu'ils se montrent infiniment plus sévères qu'ils ne le sont actuellement, surtout lorsqu'il existe des enfants issus de l'union. Leur devoir est, dans ce cas, de rappeler aux parents que le mariage n'est pas fait seulement de satisfactions, mais aussi de sacrifices, et que ces derniers s'imposent impérieusement lorsque ce sont les enfants qui sont menacés d'être les premières victimes de la désunion des parents.

» Beaucoup de conjoints, sérieusement et paternellement raisonnés, ne seraient pas insensibles à la voix du juge. Le rôle conciliateur du magistrat est peut-être d'influence minime aux premiers stades de la procédure, à un moment où il ne connaît rien, ou peu de chose, des griefs de l'époux demandeur, tout au moins de leur réelle gravité, et où les époux se trouvent encore dans l'atmosphère dangereuse des premières hostilités. S'il est exercé avec dévouement

on aurait pourtant tort de croire qu'il est négligeable. Mais c'est surtout plus tard, après le délai de suspension du permis de citer, après les enquêtes qui auront établi les faits sous leur véritable jour, qu'une intervention conciliatrice a beaucoup plus de chances d'être couronnée de succès. Dans cet ordre d'idées, il convient de rappeler les articles 259 et 260 du Code civil, qui permettent au juge, lorsque la demande en divorce est formée pour cause d'excès, de sévices ou d'injures graves, d'imposer aux époux une année d'épreuve avant d'admettre le divorce, année pendant laquelle ils seront invités à réfléchir à toutes les conséquences d'une décision définitive, si le Tribunal estime que les griefs, quoique établis, ne sont pas tels qu'on doive désespérer d'une réconciliation. Ces articles ne sont, en fait, presque jamais appliqués. Il faut le regretter vivement. On a cru à tort qu'ils étaient d'une utilité discutable. Le tout est de les appliquer avec doigté et discernement. En faire une règle générale, impersonnelle, en un mot *une formalité*, c'est évidemment courir à un échec. Il est enfin un quatrième groupe d'unions où la cause de divorce est l'infidélité des conjoints. Le grand crime, la faute capitale, s'il faut en croire la morale officielle. Aussi, en cas d'adultère ou d'entretien de concubine, la loi ne laisse-t-elle aucune latitude au juge pour admettre ou rejeter le divorce. Il est *obligé* de faire droit à la demande. L'expérience judiciaire, et surtout la connaissance de la vie démontrent que, pas plus qu'une autre faute, l'infidélité (qui est souvent l'effet d'un caprice ou d'un oubli momentané de soi-même), ne fait obstacle à la réconciliation. Est-il permis de souhaiter que le manquement à la fidélité conjugale soit, quant à sa gravité, laissé à l'appréciation des juges, et cesse d'être une cause « péremptoire » de divorce? Pareille solution, n'eût-elle d'autre résultat que de mettre fin à la pratique des constats simulés, mériterait déjà, par cela seul, d'être admise. » (DE PAGE : *Traité élémentaire de Droit Civil Belge*, p. 771.)

Et n'est-ce pas le moment non plus de rappeler les paroles si profondément vraies que prononçait Edmond Picard au Sénat belge, lors de la discussion du projet de loi déposé jadis par M. Van den Heuvel, et qui devint le texte de la loi du 11 février 1905?

« Il y a, disait Picard, dans l'état d'âme des gens qui veulent divorcer, une force secrète d'apaisement et de réconciliation qu'il s'agit de mettre en éveil et qui peut faire disparaître chez eux l'idée de rupture.

» Ce ne sont pas les quelques paroles que prononce le président en Chambre du conseil lorsque l'époux, demandeur comparait devant lui, qui décideront à la réconciliation : tout au plus à la réflexion.

» Il faut voir comment cela se passe... Si je ne craignais de porter atteinte à la majesté de la justice, je dirais que tout cela est bâclé, forcément, inévitablement.

» Est-ce que, Messieurs, quand il s'agit par exemple, d'une femme qui veut divorcer, vous vous chargeriez de la faire changer d'avis en un quart d'heure?

» Il faut pouvoir y penser à loisir, il faut des initiatives répétées, il faut faire intervenir les éléments de tout genre.

» Il n'y a qu'un seul magistrat qui puisse réussir dans cette œuvre : c'est le Temps, avec un T majuscule ».

Il ne faut donc pas prétendre trop facilement que toute conciliation est impossible et il ne faut jamais légiférer de manière à rendre impossible au magistrat ou au Temps d'accomplir leur œuvre de pacification.

Voici ensuite une autre considération, qui ne manque pas non plus de pertinence. Nous y avons fait allusion déjà.

La portée du jugement qui condamne du chef d'adultère n'est pas absolue

Il peut se présenter des cas où la condamnation du chef d'adultère n'a pas la portée que les auteurs de la proposition lui attribuent invariablement. On sait que, d'après certaine opinion, la connivence du mari ne peut constituer une fin de non-recevoir. Ainsi, bien que le mari ait connu, toléré ou facilité des relations coupables de sa femme, il est néanmoins recevable à demander contre elle le divorce pour cause d'adultère. — LAURENT, t. III, n° 214, Bruxelles, 17 février 1881, *Pas.* 1881, II, 219; B. J., t. XXXIX (1881), col. 627. — Contra : WILLEQUET, *Du Divorce*, p. 104, n° 12; ARNTZ: *Cours de droit civil*, t. 1^{er}, nos 400 et 447. (Voir *Traité des causes du divorce*, par PASQUIER, p. 36, n° 110.)

Jurisprudence récente.

Un arrêt récent de la Cour de Bruxelles rendu sur conclusions conformes de M. l'Avocat général Huwart, le 4 février 1933, et reproduit à la « Belgique Judiciaire », p. 230, est venu, comme à propos, illustrer la nécessité de distinguer ici comme en toute matière. Cet arrêt décide et les considérations développées par M. Huwart sont ici d'un vif intérêt, que l'adultère de la femme n'est pas en lui-même une cause péremptoire de divorce, que le mari ne peut notamment s'en prévaloir lorsqu'il l'a provoqué ou toléré.

Quelques considérations de cet arrêt sont à relever :

« Attendu que la loi pénale réprime le délit d'adultère commis par la femme, dans un but d'intérêt social, même en cas de coanivence ou de consentement du mari;

» Attendu que la loi civile permet au mari de demander le divorce pour cause d'adultère de la femme, mais à titre de sanction de l'outrage résultant de la violation de la foi conjugale;

» Attendu qu'on ne peut considérer l'adultère de la femme comme une cause péremptoire de divorce enlevant au juge tout pouvoir d'appréciation des faits qui lui sont soumis, et ne lui laissant que l'obligation formelle d'admettre le divorce lorsque la preuve de l'adultère de la femme lui est fournie;

» Attendu que cette violation cesse d'être outrageante et offensante pour l'époux, si les circonstances révèlent que le mari a provoqué, toléré ou favorisé la conduite illicite de sa femme dans le but d'échapper à l'exécution de ses devoirs de fidélité, de protection et d'assistance envers sa femme et son enfant, et de s'autoriser lui-même à violer la foi conjugale de la façon la plus scandaleuse et flagrante, en se rendant coupable du crime de bigamie; »

Cet arrêt est une application saine du principe cité plus haut *volenti non fit injuria*. (Paris 18 juillet 1893, D. P., 93, II, 471. Cour de Paris, 8 nov. 1893. Le droit 29 Déc. 1893 et R. FREMONT, *Traité du divorce et de la Séparation de corps*, n° 29.) (Sur l'application de ce principe eu égard au divorce dans les différentes législations européennes, voir : *Das Europäische Ehescheidungsrecht* par HANS GREVE, Hamburg, 1930.)

Or, la proposition de loi si elle était votée aurait pour effet d'empêcher le juge dont le rôle deviendrait celui d'un automate de faire ici la discrimination que la raison et l'équité imposent. (Voir ANDRÉ THIÉRRY : *Les Sanctions civiles de l'Adultère*, Paris 1912, p. 18. — ASSER, *Nederlandsch Burgerlijk Recht*, « *Personen Recht* », 5^e druk, 1923, blz. 330.)

Pour terminer nous dirons nos appréhensions au sujet d'un autre danger de nature particulière que la proposition présente incontestablement.

Nous avons montré plus haut que les formalités du divorce sont intentionnellement compliquées. Elles constituent la barrière la plus efficace dressée contre l'abus du divorce.

La loi, a pu dire le Vicomte Terlinden, dans son avis précédant l'arrêt de Cassation, du 19 mars 1925 (*Pas.* 1925, p. 179) « ne tend qu'à provoquer des incidents pouvant arrêter l'action ».

Qu'on nous excuse de dire très franchement notre pensée. Nous nous en expliquerons d'ailleurs.

La proposition qui nous est soumise est une invitation à peine déguisée, une prime, sinon une provocation, à l'adultère réel ou simulé.

Le projet
constitue
« une prime »
à l'adultère.

Il est incontestable que les facilités plus ou moins grandes de la jurisprudence et de la procédure combinées, exercent une influence sur le nombre de divorces.

Plus d'un auteur signale par exemple que, dans la pratique, l'ingéniosité des divorceurs est parvenue à tourner les difficultés inhérentes à la procédure du divorce par consentement mutuel grâce à la facilité avec laquelle nos tribunaux accueillent à l'encontre des dispositions légales, le divorce pour injures graves.

L'abandon momentané ou même simplement simulé du domicile conjugal et le refus de le réintégrer sur sommation faite par exploit d'huissier constituent le procédé devenu classique. Certains arrêts ont réagi (voir notamment Cour de Gand, 4 novembre 1929, *Pas.* 1931, II, 13). Mais des abus se pratiquent tous les jours.

« Nous avons gardé » observe M. Lefèbvre (*La Famille en France dans le Droit et dans les Mœurs*, Paris 1920, p. 67) « de l'ancienne jurisprudence des séparations de corps, une cause de divorce bien trop vague, l'injure grave, qui ne devrait, ce semble, autoriser, par elle seule, qu'une séparation plus ou moins prolongée. Or quelle porte ouverte pour les divorces, avec tout ce que les époux et leurs conseils peuvent faire plaider comme injure grave et tout ce qu'on y peut introduire par collusion... On sait qu'il est devenu possible par cette voie d'aboutir à de véritables divorces par consentement mutuel, ce qui est absolument contraire à la donnée du lien conjugal si bien qu'il s'est trouvé des auteurs pour demander de rétablir franchement ce mode de divorce amiable, rien que pour éviter l'indécence et l'abus des procédures simulées ». (Voir l'étude très attachante que vient de publier à ce propos un jeune juriste flamand, M. Debra, docteur spécial en droit civil et intitulé : *De Grove Belediging als grond van echtscheiding in de Belgische Rechtspraak*; *Rechtskundig Tijdschrift voor België*, Januari 1933, blz. 57). Comp. R. LEMAIRE : *Le Mariage Civil*, Paris 1901, p. 173. MOLLIER : *La Question du Divorce*, Besançon 1930, p. 68. MAZEAUD, loc. cit., p. 30. DE PAGE op cit., p. 789.)

La statistique allemande des dernières années nous fournit à l'égard de la corrélation qui existe entre les moyens invoqués pour obtenir le divorce et la facilité avec laquelle le juge les accueille, un argument décisif. On constate en effet, en Allemagne, la régression du nombre des divorces basés sur l'adultère alors que ceux qui sont basés sur l'injure grave que les juges allemands accueillent eux aussi, avec facilité sont en progression constante. (*Der Grosse Herder Vö Ehescheidung*.)

Les statistiques belges reproduites par M. Debra, dans son étude précitée, accusent le même phénomène au point que l'auteur se demande non sans ironie : *beledigen de echtgenooten elkander in 1930 tien of honderdmaal meer dan in 1830?*

Nous sommes donc fondés à nous poser la question : Que se passera-t-il le jour où les candidats au divorce impatients de tenter l'aventure, désireux de se délier pour courir la chance d'un meilleur sort, mais pressés surtout d'aboutir sans passer trop de tribulations, effrayés ou retenus en d'autres termes par les lenteurs du divorce par consentement mutuel ou les difficultés de preuves qu'ils pourraient rencontrer, chercheront pour aboutir, un moyen plus rapide.

Ne peut-on présumer qu'ils s'adresseront sans hésitation à ceux qui, sans scrupule, pratiquent aujourd'hui déjà « l'industrie du divorce » pour mettre en scène ce qu'on est convenu d'appeler le constat simulé.

Ou bien si le conjoint dont on veut se défaire ne se prête pas à cette odieuse comédie ne sera-t-il pas exposé à des manœuvres de séduction, ne sera-t-il pas attiré dans un de ces guet-apens organisé par quelque agence bien outillée à cet effet ayant à sa solde ce qu'un arrêt récent appelait « les professionnels de l'amour ».

Pour ceux qui désirent en finir lestement, l'offre de services, qui ne manquera pas de se multiplier, est tentante. (Voir MORIZOT-THIBAUT . *La Femme et le Divorce, Réforme sociale*, Paris 1901, p. 25.)

Quelques
décisions
caractéris-
tiques de
jurisprudence.

S'il faut en croire l'affirmation de M. De Page, ce danger n'est pas chimérique et la jurisprudence signale en effet quelques espèces où l'originalité du procédé n'a d'égal que son immoralité comme par exemple la convention conclue entre époux pour organiser entre eux le flagrant-délit d'adultère de fantaisie comme ce fut le cas dans l'espèce jugée par le Tribunal civil de Boulogne-sur-Mer, le 1^{er} août 1907.

Il nous paraît utile de signaler les principaux attendus de cette décision :

« Attendu que la demanderesse prétend baser sa demande sur une convention intervenue à Paris, le 7 mars 1906, entre elle et le sieur L... alors son mari;

» Attendu que cette convention porte en substance que les parties n'ayant aucun tort réel à se reprocher, mais jugeant la vie commune impossible entre elles, elles ont résolu, d'accord, de demander le divorce; que pour y parvenir, M. L..., négociant à C..., élira domicile à Paris, qu'il y vivra en concubinage apparent, qu'un flagrant délit sera régulièrement constaté; que Mme L..., ce résultat obtenu, devra, de convention expresse, se désister de sa plainte devant le juge d'instruction saisi, constituer avoué dans la quinzaine du retrait, introduire ensuite une demande en divorce et diligenter la procédure en vue de la solution la plus rapide possible;

» Attendu que cette convention a été exécutée de point en point; que, notamment, après tentative infructueuse de conciliation et ordonnance du 23 mai 1906, puis assignation du même jour, un jugement par défaut est intervenu, huit jours après, qui prononçait le divorce aux torts du mari et confiait à la femme la garde des enfants;

» Attendu que ce jugement ne portait contre le mari condamnation au paiement d'aucune pension alimentaire à servir à la femme tant pour elle que pour ses enfants; qu'il n'avait pas été conclu à ces fins; que la convention prérap-pelée avait en effet, suivant l'opinion de la dame L..., définitivement réglé ce point, puisqu'il y était dit qu'en retour des stipulations arrêtées d'accord, celle-ci recevrait, tant pour ses besoins que pour ceux de ses enfants, une pension mensuelle de 1,200 francs, qu'ensuite, et lors de la clôture des opérations de liquidation, à cette pension serait substituée une rente définitive, viagère et annuelle de 15,000 francs;

» Mais que le titre dont elle se prévaut n'est légalement susceptible d'aucun effet ; qu'il emporte, en effet, la preuve d'une part, que les parties, impuissantes à faire valoir l'une contre l'autre aucun grief réel, ont organisé un flagrant délit d'adultère de fantaisie, destiné à abuser le Tribunal de la Seine, arbitrairement choisi comme compétent, et à en obtenir, sous l'apparence d'un divorce justifié, la consécration d'un divorce par consentement mutuel ; d'autre part, que la pension stipulée au profit de la femme apparaît tout au moins dans les termes de l'acte, comme étant, pour partie, fournie en retour de sa participation à la fraude ;

» Attendu que telles causes d'obligations sont à la fois prohibées par la loi, contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public ;

» Que la demanderesse doit, en conséquence, être déboutée de ce chef, en tant qu'elle se prétend fondée en titre ». (*Gazette des Tribunaux*, 13 septembre 1907.)

Examinant les moyens auxquels les plaideurs ont parfois recours pour déjouer les difficultés de procédure qui barrent la route vers le divorce, M. Paul Katz, dans sa thèse sur le divorce d'accord (Paris, Rousseau, 1912, p. 83), signale, lui aussi, qu'il fut longtemps classique de simuler un adultère. « Il y avait à Paris, dit-il, de véritables agences d'adultère. Les tribunaux déjouaient parfois la supercherie... mais les tribunaux s'y sont parfois et s'y laisseront encore prendre ».

Le Tribunal de la Seine a jugé que l'adultère du mari cesse d'être une cause péremptoire de divorce lorsqu'il est le résultat d'un piège volontairement tendu par la femme à la fidélité de son mari. (*Seine*, 14 mars 1889, *Gazette*, Palais, 1889, II, Supplément, 8.)

De même, les Cours de Paris et Bruxelles ont décidé qu'on ne peut faire état de la preuve de l'adultère alors qu'il résulte des documents de la cause que l'adultère a été préparé par une agence d'affaires chargée de faire aboutir la demande (Paris, 8 novembre 1893, « *Le Droit* », 29 décembre 1893 ; Bruxelles, 19 juin 1909, *Dalloz*, 1911, II, 28).

Il importe de nous arrêter un instant à certains attendus de la décision de la Cour de Bruxelles que nous signalons ici, car ces termes sont révélateurs de certaines situations qui doivent nécessairement faire réfléchir. Ils fournissent un argument décisif contre le projet que l'on voudrait soumettre aux délibérations de la Haute Assemblée.

La Cour commence par rappeler le principe qu'il n'y a pas cause de divorce là où il n'y a pas d'injure.

Dans son avis longuement motivé, M. l'Avocat général Jottrand s'était étendu sur cette considération fondamentale. La Cour, dans ses attendus, consacre la même théorie.

« Si les faits articulés, dit-elle, sont exacts, l'intéressé aurait, moyennant versement d'une somme déterminée entre les mains d'une agence outillée pour ce genre d'opérations, provoqué la séduction de l'appelante par un véritable professionnel de l'amour, aurait suivi pas à pas le développement de cette intrigue et aurait organisé, de concert avec son ou ses complices salariés, le rendez-vous qui devrait être le couronnement de cette œuvre inqualifiable et qui a abouti au constat du 6 février 1907. Attendu que si la réalité de pareils faits venait à être démontrée ; et certains indices déjà constants ne permettent pas de considérer, dès à présent et *a priori*, cette éventualité comme impossible — il en résulterait que le mari aurait été un véritable co-auteur de l'adultère de sa femme avec S..., puisque, par dons, machinations ou artifices cou-

pables, il aurait directement provoqué à ce délit. Attendu qu'un mari qui, après avoir provoqué lui-même l'adultère de sa femme, porterait plainte contre elle et se constituerait partie civile, se verrait tout au moins débouté de son action civile et refuser tous dommages-intérêts en vertu de l'adage *volenti non fit injuria.* » (Voir aussi « Cass. Belge », 12 janvier 1933; *Belgique judiciaire* 1933, col. 181).

Conclusion.

Tout cela encore une fois, doit engager à la prudence.

Une politique
de restriction
s'impose
au législateur.

Depuis la loi du 11 février 1905, le délai de suspension pour la permission de citer est de six mois en principe. Dans les circonstances graves et exceptionnelles, il pourra être réduit à deux mois (art. 240 c. c.).

Est-ce vraiment excessif et convient-il d'aller à l'encontre des avertissements et des cris de détresse que ne ménagent pas aux législateurs de tous les pays, ceux qui observent l'évolution des mœurs contemporaines ?

Est-il vraiment nécessaire de mettre en mouvement l'appareil législatif pour élargir encore les commodités d'une procédure dont beaucoup voudraient, au contraire, restreindre les possibilités ?

Nous ne le pensons pas, et nous livrons à la réflexion de nos honorables Collègues de la Haute Assemblée, les considérations que faisait valoir, il y a quelques jours à peine, notre éminent collègue de la Faculté de Droit de Paris, M. André Rouast :

« A défaut d'une suppression complète qu'il est difficile d'envisager comme possible, la politique législative en matière de divorce doit être une politique de restriction, et les complications de procédure sont un excellent moyen de restriction. Les auteurs du Code Napoléon les ont imaginées pour cela et leur effet a été excellent. Il faut conserver ces complications, car ce sont les barrières qui préservent les familles modernes de ce glissement vers l'union libre où conduit inévitablement la pratique du divorce ».

Tous ceux qui pratiquent le barreau savent qu'en fait la réduction du délai de six mois qui peut se faire dans les circonstances graves et exceptionnelles, aux termes de l'article 240 du Code civil, est accordée assez fréquemment par le juge.

Lorsque les circonstances sont telles qu'aucune réconciliation ne peut être espérée, le juge use de la faculté de réduction qui lui est accordée.

C'est là une disposition suffisamment large et aucune raison sérieuse ne peut à notre avis être invoquée pour faciliter encore les formalités du divorce. »

Si le divorce doit être avant tout comme le soutient un auteur dont nous sommes loin de partager toutes les vues, le moyen juridique de sauvegarder les intérêts de la société et non pas ceux de l'individu (CONSENTINI : *Le Droit de Famille, Essai de réforme*, Paris 1929, p. 268), nous ne voyons pas vraiment qu'il soit indispensable dans l'hypothèse qui nous occupe, de légiférer.

L'honorable M. Lebeau, auteur de la proposition, en son nom et au nom de plusieurs membres de la Commission, répondit comme suit aux considérations ci-dessus :

« Le rapport de l'honorable M. Orban constitue sans plus un long plaidoyer en faveur de la suppression du divorce. Il n'entre pas dans mes intentions de faire à mon tour un plaidoyer en faveur du divorce. La question n'est pas là. Le divorce est reconnu par la loi. Il s'agit de savoir si, dans certains cas, il n'y a pas lieu de supprimer de longues formalités coûteuses, inutiles, qui encombrent au surplus le rôle des tribunaux sans profit aucun. Il n'est pas question de l'élargissement des causes de divorce !

Il s'agit de son admission précisément dans les cas qu'admettent les auteurs que cite l'honorable rapporteur, page 3, Pasquier : « Le divorce n'est donc admis que quand il est inévitable, imposé en quelque sorte par les faits » ; page 4, M. De Marcère : « Le divorce ne sera prononcé que dans les circonstances extrêmes ».

Est-ce que l'adultère de la femme, l'entretien d'une concubine ne constituent pas le cas inévitable — la circonstance extrême ?

Dès lors, faut-il pour ces cas inévitables obliger les malheureuses victimes de ces situations à recourir aux mêmes formalités que celles qui sont imposées — à juste titre — lorsqu'il s'agit d'injures ou de sévices graves ! Nous estimons que non !

L'honorable rapporteur nous dit : La réconciliation est toujours possible, même en cas de condamnation correctionnelle. C'est infiniment peu probable. En tous cas, le divorce n'empêche pas la réconciliation. Les époux, qui ont été divorcés, peuvent contracter un mariage nouveau.

L'honorable rapporteur craint les constats simulés. La proposition ne vise pas les cas d'adultère ou d'entretien de concubine « constatés » mais ceux qui sont *condamnés*. Si l'un des époux consent à jouer la comédie du constat, je doute fort qu'il puisse s'en trouver un qui accepte de gaieté de cœur, une condamnation à l'emprisonnement, uniquement en vue d'obtenir l'abrogation de certaines formalités de procédure. L'honorable rapporteur nous signale un arrêt récent de la Cour d'appel de Bruxelles affirmant que l'adultère de la femme n'est pas en lui-même une cause péremptoire de divorce, que le mari ne peut notamment s'en prévaloir lorsqu'il l'a provoqué ou toléré.

S'il ne peut s'en prévaloir au point de vue civil, il ne peut s'en prévaloir en matière pénale. La théorie de la Cour doit être admise en correctionnelle également.

Il n'y aura conséquemment pas jugement de condamnation au profit du mari et en ce cas notre proposition ne peut recevoir son application. M. Orban signale que le délai du permis de citer est souvent ramené à deux mois. C'est vrai quand il s'agit d'adultère. Mais il y a autre chose que le permis de citer : il y a les trois comparutions avant de l'obtenir ; il y a les deux comparutions, au moins, après le permis de citer ; il y a les délais d'appel ; il y a l'appel, le délai de cassation, le recours en cassation — toutes mesures profitables à l'époux coupable — toutes mesures coûteuses, longues, hautement dommageables, tant au point de vue matériel que moral pour les malheureuses victimes de ces situations.

L'intérêt bien compris de celles-ci commande la suppression de toutes ces formalités coûteuses et vexatoires; les rôles des tribunaux seront allégés et les frais de justice considérablement diminués. »

Au vote, la Commission de la Justice s'est prononcée par 10 voix contre 5 contre la proposition de loi. Elle a, en conséquence, l'honneur de demander au Sénat de vouloir la rejeter.

Le Rapporteur,
M. ORBAN.

Le Président,
A. LIGY.

(λ)
(N^o 66.)

BELGISCHE SENAAAT

COMMISSIE VERGADERING VAN 10 JANUARI 1934

Verslag uit naam van de Commissie van Justitie belast met het onderzoek van het Wetsvoorstel tot wijziging van de regelen van rechtspleging in zake echtscheiding.

(Zie n^o 15 van den Senaat (zitting 1932-1933).)

Aanwezig : de heeren LIGY, voorzitter; COENEN, CROKAERT, DE CLERCQ, (J.) DE CLERCQ, J.-J.), DISIÈRE, HANQUET, LEBEAU, LEBON, LEGRAND, Baron MEYERS, PAULSEN, ROLIN, VAN FLETEREN en ORBAN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het den Senaat voorgelegd ontwerp beoogt de vereenvoudiging van de regelen van rechtspleging en derhalve de vergemakkelijking van de echtscheiding op grond van overspel van een der echtgenooten.

Doel van het ontwerp.

De indieners van het voorstel erkennen, en dat blijkt ten overvloede uit de voorbereidende werkzaamheden, « dat de formaliteiten van procedure in zake van echtscheiding door den wetgever vermenigvuldigd werden in de hoop dat... dank zij deze verwikkelingen verzoening mogelijk zou zijn ».

In de Memorie van Toelichting opgesteld door Treilhard, in de vergadering van het *Corps législatif* van 30 Ventôse XI (*Locre*, t. II, blz. 570), lezen wij inderdaad : « De gang van het onderzoek van een vordering tot echtscheiding moet niet worden verward met den gang van het onderzoek van een gewone zaak. Over het algemeen mag de toegang tot de rechtbanken te gemakkelijk, noch de rechtspleging te vlug zijn : dit geldt niet in zake van echtscheiding; een wijze traagheid moet aan de hartstochten tijd laten om te luwen. Echtscheiding is enkel toelaatbaar wanneer zij gedwongen is, en de maatschappij neemt haar slechts schoorvoetend aan wanneer zij noodzakelijk is : elke stap bij het onderzoek moet dus een ernstig punt van overweging zijn voor den aanlegger, en voor den rechter een nieuw middel om de geheime drijfveeren te doorgronden, de ware drijfveeren van een dergelijke vraag, om zich erover te vergewissen dat deze gronden werkelijk bestaan en rechtmatig zijn. Al de bepalingen van het ontwerp met betrekking tot deze vormen werden in dien geest opgesteld. »

Doch de indieners van het voorstel zijn de meening toegedaan dat deze overweging niet geldt in geval van overspel van een der echtgenooten. In dit geval zeggen zij « verstrekken de eischer of de eischeres bij den aanvang der procedure het bewijs van de gegrondheid van hun eisch en de rechtbank *moet* daaraan gevolg geven zoo zij de wet niet wil overtreden. »

In den loop van onze uiteenzetting zullen wij de gelegenheid hebben op deze laatste bewering terug te komen en na te gaan of zij niet van te algemeen aard is.

* *

Algemeen
plan van het
verslag.

Afziende van elke overweging van wijsgeerigen of godsdienstigen aard (1), stellen wij ons voor bondig na te gaan of het gepast is het ontwerp aan te nemen, ons stellend op het standpunt van de sociale behoeften, de huidige strekkingen van de rechtsleer of de rechtspraak en van de techniek der wetgeving.

Terloops mogen wij er wel op wijzen dat vooral uit overwegingen van socialen aard de katholieke Kerk tegen echtscheiding is gekant.

Dit werd opgemerkt door den heer Mazeaud, hoogleeraar bij de Rechtsfaculteit te Rijsel: « Zoo de Kerk, schrijft hij, de onverbreekbaarheid van het huwelijk huldigt, dan is dit niet op specifiek godsdienstige gronden, zonder verband met het ware welzijn van den mensch, doch grootendeels op grond van de sociale orde, die voor allen geboden is. Met echtscheiding te verbieden behartigt de Kerk de belangen der maatschappij. Dat wordt uit het oog verloren door diegenen die in het vraagstuk slechts de godsdienstige zijde zien, door diegenen die, om het katholicisme te treffen, de echtscheiding instellen en uitbreiden; doorheen de Kerk treffen zij, en dieper nog, de maatschappij zelf ». (2)

I. — ECHTSCHIEDING IN SOCIAAL OPZICHT : DIENT ZIJ NOG VERGEMAKKELIJKT?

In onze
wetgeving
is echtschei-
ding enkel een
« redmiddel »

Wij meenen dat niemand in België zal beweren dat echtscheiding een doel op zichzelf is of een daad die enkel afhangt van de willekeur van partijen. Door bezadigde personen werd zij steeds beschouwd als een onvermijdelijk redmiddel en als een noodzakelijk kwaad, behalve misschien onder de revolutie, wanneer tijdens de behandeling van de wet van 20 September 1792, een redenaar schaamteloos het recht opeischte « een vrouw te nemen zooals men een kamer neemt in een gemeubeld hotel voor een dag naar believen ». (Zie LOCRÉ, *Code civil*, t. II, blz. 444, en A. MOLLIER, *La Question du Divorce*, Besançon, 1930, blz. 13.)

De twee
tegenstrijdige
opvattingen.

Beide opvattingen werden duidelijk uiteengezet door den heer Michon, hoogleeraar bij de Rechtsfaculteit te Nancy, in een belangwekkende studie *over het gezin en het huwelijk onder de Revolutie*: « Om de wet van 1792 beter te begrijpen moet men eerst weten dat, zoo men het eens is met het beginsel der echtscheiding, er twee zeer uiteenlopende wijzen zijn om het op te vatten en toe te passen. Eerst en vooral de beperkende opvatting, die het huwelijk beschouwt als een ideaal onverbreekbaar contract, eene eerverbintenis voor het leven aangegaan. Gebeurt het evenwel dat een der echtgenooten aan deze verbintenis ernstig te kort komt, (in geval van overspel), of zoo hij onwaardig wordt (in geval van onteerende veroordeeling van één der echtgenooten), zoo het gezinsleven

(1) De katholieke huwelijksleer staat in twee encyclieken *Arcanum divinae* van Leo XIII., en *Casti Connubii*, van Pius XI. Een gezaghebbend commentaar van deze leer vindt men in het werk van J. DERMINE: « La Doctrine du mariage chrétien », Leuven 1930.

(2) MAZEAUD: « La Loi française et le Divorce dans le Divorce », uitgegeven door « l'Association du Mariage chrétien », Parijs 1928, blz. 24.

dermate onhoudbaar wordt voor de echtgenooten en allicht ook voor de kinderen, dan wordt de toevlucht genomen tot echtscheiding als uiterste redmiddel, als het eenig middel om radicaal een onmogelijken toestand op te lossen. Aldus opgevat, is echtscheiding een beperkende instelling, met zeer eng recht, in tweevoudig opzicht : eerst is zij slechts mogelijk in uitzonderlijke en streng beperkte gevallen; vervolgens zelfs in deze gevallen hangt zij niet af van de vrije beschikking der echtgenooten; steunend op een essentiele schending van het huwelijk, kan zij slechts uitgesproken worden door de Rechtbank, die onpartijdig over deze schending oordeelt; zij is een gerechtelijke daad, een procedure. **HET IS DE ECHTSCHIEDING-REDMIDDEL.**

» Doch, er is een andere opvatting mogelijk, die van de ruime of losse echtscheiding. In deze leer is echtscheiding enkel de toepassing op het huwelijk van het beginsel van de verbreekbaarheid der overeenkomsten. Evenals elke overeenkomst kan het huwelijk verbroken worden. Het kan verbroken worden hetzij bij gemeenzaam overleg, of liever bij gemis van overeenstemming : dat is de echtscheiding door onderlinge toestemming, en zelfs wegens meeningverschil van een enkelen echtgenoot, die van het huwelijk niet meer wil weten : dat is de echtscheiding wegens gemis van overeenstemming van inborst en karakter. Het huwelijk gegrond op een overeenkomst wordt ontbonden wegens oneenigheid. Deze opvatting van de echtscheiding, zeer verschillend van de eerste, leidt tot uiteenlopende gevolgen; eerst en vooral staat de echtscheiding, uitoefening van een recht den man en de vrouw eigen, dit van gevoelen te veranderen, toepassing van het recht op onstandvastigheid, in vele gevallen zeer ruim open; vervolgens is het een vrijwillige daad die in principie niet door het gerecht hoeft nagegaan; het is een buitengerechtelijke daad, zonder formaliteiten noch rechtspleging. **HET IS DE ECHTSCHIEDING-RECHT.**

» Het inleidend beginsel, gesteld bij de wet van 1792 op de onverbreekbaarheid van het huwelijk, geeft duidelijk de bedoeling van den revolutionnair wetgever aan. Voor hem is echtscheiding de uitoefening van een menscheijk recht; hij kleeft dus de ruime opvatting aan of liever allebei. » (L. MICHON, in *Le maintien et la défense de la famille par le droit*, Sirey, 1930, blz. 70-71.)

Dat de beperkende opvatting van de echtscheiding bij ons algemeen ingang vond, dit moge onder meer blijken uit het onderstrepen van het essentiele karakter van onze wetgeving en onze rechtspleging zooals wij die vinden in het *Traité des causes de divorce*, van M. PASQUIER (Bruxelles, Bruylant, et Paris, Librairie générale de Droit, Comp. JOSSERAND, *Cours de Droit civil*, t. I, n^o 910, 1^{re} éd., Sirey, 1930.)

« De wetgever in 1804, schrijft M. Pasquier (blz. 8), beschouwt de echtscheiding ongunstig : talrijk zijn de rechterlijke beslissingen welke dit beginsel, dat trouwens door de geheele rechtsleer wordt erkend, plechtig in herinnering hebben gebracht. De wet van 1792, die echtscheiding zeer gemakkelijk toeliet, heeft gevolgen gehad die de weldenkende burgers hebben ontsteld; in twaalf jaar werd zij meer dan twintig duizend maal toegepast. Het gezin, beschouwd als de grondslag van de maatschappij, was bedreigd. Het Wetboek moest het verstevigen. In dien geest werd het nieuwe regime ingevoerd.

Echtscheiding en scheiding van tafel en bed werden toegelaten doch streng geregeld. Men eischt inderdaad een wettelijken grond, uitgemaakt met de noodige nauwkeurigheid en blijkens denwelke het onmenscheijk zou zijn eene vereeniging te laten voortbestaan die door oneenigheid wordt ondermijnd. De echtscheiding wordt dus enkel toegelaten wanneer zij onvermijdelijk is en

in zekeren zin door de feiten opgelegd, en zij wordt van de hand gewezen wanneer zij enkel voortspruit uit den gril of de willekeur der echtgenooten. »

De Napoleontische wetgeving op de echtscheiding is essentieel een reactie tegen de verwoestingen, na tien jaar aangericht door de wet van 20 September 1792, die de echtscheiding in Frankrijk had ingevoerd, in zulke mate dat een van de voorstanders dezer wet haar weldra noodlottig verklaarde en vroeg dat het recht van echtscheiding zoo spoedig mogelijk zou worden beperkt. Men zal nooit te vroeg, voegde Mailhe daaraan toe, den stortvloed van onzedelijkheid stremmen die deze noodlottige wetten hebben ontketend. (Aangehaald door G. FONSEGRIVE, *Mariage et Union libre*, Parijs, Plon, 1904, blz. 115). (1)

Een der meest gezaghebbende geschiedschrijvers van de Fransche omwenteling aarzelt niet te verklaren dat door hare wetten op de echtscheiding de Revolutie gedurende lange jaren het gezin, hoeksteen van den haard, aan het wankelen had gebracht. (MADELIN, *Histoire de la Révolution française*, blz. 261.)

De wetgeving
op de
echtscheiding
is in het
Burgerlijk
Wetboek een
« compromis »

Het was van hoofdzakelijk belang te wijzen op dezen « compromis » aard van het Burgerlijk Wetboek, samensmelting van de revolutionnaire wetgeving, die de Fransche maatschappij met ondergang bedreigde, en van het vroeger recht waarbij echtscheiding verboden was: **BESTENDIG MOETEN WIJ DEZEN ESSENTIEELEN TREK VOOR OOGEN HEBBEN WANNEER WIJ ER AAN DENKEN EEN WET OP DE ECHTSCHEIDING TE MAKEN.** (Zie MAZEAUD, *La loi française et le divorce*. Rapport présenté au Congrès d'Arras, en 1928.)

Men weet dat, na in 1816 bij de Restauratie te zijn afgeschaft, de echtscheiding in Frankrijk pas werd ingevoerd bij de wet van 27 Juli 1883, na verschillende vruchteloze pogingen van Naquet. Sedertdien werden verschillende pogingen tot verruiming aangewend. Zij worden opgesomd door M. Piérard, in zijn *Traité sur le divorce et la séparation de corps* (Bruxelles, Établissements Bruylant, 1927, t. I, blz. 64 tot 66.)

In België daarentegen zijn de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek in zake van echtscheiding in voege gebleven, behoudens enkele lichte wijzigingen bij de wet van 11 Februari 1905, tot wijziging van sommige regelen van procedure en bij de wet van 8 Februari 1906 waarbij uit den echt gescheiden echtgenooten opnieuw samen mogen trouwen. (Zie PIÉRARD, blz. 66 en 67.)

Uitslagen
van de
wetgeving in
sociaal
opzicht.
I in Frankrijk

Men mag dus, van uit het sociaal oogpunt dat ons bezighoudt, zich eerst afvragen welke gedurende dit tijdperk de gevolgen waren van de echtscheiding in sommige naburige landen en meer voornamelijk in Frankrijk en in België.

In Frankrijk om te beginnen.

Het is niet van belang ontbloot te wijzen op de aanmerkingen van den verslaggever der wet van 1884, den heer De Marcère, voor de Fransche Kamer: « Verre van tot ontbinding van het huwelijk aan te zetten, zullen de magistraten zich voordoen zooals zij moeten zijn, de verdedigers van de maatschappij en van het gezin, en zullen zij de echtscheiding slechts uitspreken in de uiterste omstandigheden waarvoor de wetgever een verhaal heeft opengesteld, dat in zijn eigen opvatting alles behalve gunstig is. »

(1) In verband met de noodlottige gevolgen van de revolutionnaire wetten op de echtscheiding raadplege men: Ch. LEBEVRE: « La Famille en France », Parijs, Giard, 1920, blz. 58. — MOLLIER, *op. cit.*, blz. 13 en MICHON, hooger aangehaalde studie. — Ol. MARTIN: « La Crise du Mariage pendant la législation intermédiaire », Parijs, 1905.

Men weet dat dezelfde verslaggever twintig jaar later in den Franschen Senaat moest toegeven dat de toepassing van de wet misbruikelijk was geweest en dat zij een socialen toestand had voorbereid waaraan hij op verre na niet had gedacht, wanneer hij destijds zijn goedkeuring hechtte aan de wetsbepaling die echtscheiding invoerde. (Zie BONNECASSE. *La Philosophie du Code napoléon*, 2^e édition, blz. 278 (1).

Het zal volstaan aan te geven dat het aantal echtscheidingen in Frankrijk uitgesproken en dat, in 1885, 4,125 bedroeg, in 1927 tot 18,487 is gestegen en geleidelijk in 1928 tot 18,822, in 1929 tot 19,353 en in 1930 tot 20,409, om er zich rekenschap van te geven dat de vooruitzichten van den verslaggever werden verschalkt en dat de vrees, uitgedrukt door een beroemden Franschen politicus, Jules Simon, die er voor beducht was dat, zoo men de kleine echtscheiding begon, men er met de groote zou eindigen, volkomen gegrond was.

De heer Crétinon, stafhouder van de balie te Lyon, wien wij deze laatste cijfers ontleenen, merkt aan : « Deze tabellen laten ons toe een algemeen antwoord te geven op de in 1884 betwiste vraag, of de lust tot scheiden juist door het bestaan van de wet wordt opgewekt of verscherpt. De cijfers zijn natuurlijk bevestigend. Zij bevestigen wat de psychologie reeds liet voorzien... het toenemend aantal van hen die er gebruik van maken vermindert den weerzin waarmede echtscheiding was omringd. » (*Le Mariage et l'indissolubilité dans la Crise du Mariage*, Parijs, 1932, blz. 146).

Het gemiddeld aantal echtscheidingen in Frankrijk bedraagt thans 60 op 1,000 huwelijken en dit gemiddelde bereikt in het Seine-Departement 100 op 1,000, hetzij één echtscheiding op 10 huwelijken (voor bijzonderheden over de Fransche statistieken betreffende de echtscheiding raadplege men *Le Divorce*, uitgegeven door A. M. C., Parijs, 1928, blz. 12 en volg.).

Indien wij na Frankrijk tot Engeland overgaan, stellen wij volgens de inlichtingen van het Belgisch statistisch Jaarboek van 1932 vast, dat in dit land, waar de echtscheiding slechts op zeer beperkende wijze (2) is toegelaten, in 1919, 2,483 echtscheidingen voorkwamen en dat het aantal in 1930 tot 4,062 steeg.

2° In Engeland.

Amerika mag het klassieke land van de echtscheiding worden genoemd. Volgens de *Britsche Encyclopedie* (14^e uitg., V^o, *Divorce*), steeg het cijfer der echtscheidingen van 25,000 in 1885 tot 72,000 in 1906. Het klimt tot 112,000 in 1916 om 181,000 te bereiken in 1926, hetgeen een verhooging van 61 t. h. beteekent voor het tienjarig tijdvak van 1916 tot 1928.

3° In Amerika.

Hetzelfde doet zich voor in Duitschland.

4° In Duitschland.

Terwijl het aantal huwelijken en geboorten er voortdurend afneemt, neemt het aantal echtscheidingen er toe in een verhouding die niet nalaat onrust te verwekken bij wie om de toekomst van het land bezorgd is.

(1) Ziehier de verklaring afgelegd door den heer De Marcère, verslaggever der wet van 1884, in den Franschen Senaat, bij de behandeling van de wet van 15 December 1904 : « Heden wil ik den Senaat er enkel maar aan herinneren welke de formeele bedoeling van de indieners of althans van den verslaggever der Commissie was op het oogenblik dat de wet werd aangenomen. De wijze waarop deze wet op de echtscheiding sedertdien werd toegepast, de vreemde geplogenheden van de magistratuur in dit opzicht hebben grondig de gedachten gewijzigd die aan het opstellen van de wet ten grondslag lagen. In mijn verslag had ik alsdan gezegd dat wij de magistratuur aanzetten deze wet, waarvan ons de gevaren niet zijn ontgaan, slechts toe te passen in de uitzonderlijke gevallen, in het geval dat een onvermijdelijke noodzakelijkheid zich aan het oordeel van den rechter zou opdringen, dat het mocht blijken dat het onvermijdelijk is de echtgenooten van elkaar te scheiden. Neemt acht, voegde ik daaraan toe, gij wordt belast met een heilig belang, het belang van het gezin, een sociaal belang van eerste gehalte : gij zijt daarvan de hoeders en gij moet toezien dat de geest van deze wet zich in uwe arresten weer-spiegele. Dit heeft men niet gedaan, Mijnheer de Grootzegelbewaarder. »

(1) Men weet dat in Engeland de echtscheiding eerst sedert 1857 toegelaten is en alleen wegens overspel van de vrouw, of van den echtgenoot sedert 1923. — JENKS : *The Book of English Law* (2^e uitg., London, 1928).

Op 10,000 huwelijken kwamen in Duitschland voor :

In 1913	15.2 echtscheidingen.
In 1919	19.9 —
In 1920	32.1 —
In 1921	33 —
In 1922	30.2 —
In 1923	27.4 —
In 1924	28.5 —
In 1925	27.9 —
In 1926	26.4 —
In 1927	27.8 —

Het aantal huwelijken bedroeg :

In 1921	38,726
In 1922	36,587
In 1923	33,939
In 1924	35,936
In 1925	35,451
In 1926	34,105
In 1927	36,449

Voor de drie laatste onderzochte jaren zijn de cijfers :

	Huwelijken.	Geboorten.	Echtscheidingen.
1928	587,175	1,200,029	36,928 of 58 p. d.
1929	589,611	1,220,777	39,424 of 61.6 p. d.
1930	562,491	1,183,728	40,722 of 63 p. d.

(Zie ROSENBERG, *Ehescheidung und Eheanfechtung*, 2^e uitg., Berlijn, 1930, blz. 187. Der Grosze Herder, uitg. 1932, V^o Ehescheidung) (1).

3^o In België. Is de toestand gunstiger in België, en bestaat er, steeds op sociaal gebied, hetzelfde gevaar als in Frankrijk, de bres van de echtscheiding te zien verbreden ?

Ook in België bestaat er ongelukkig een vraagstuk van de echtscheiding en ofschoon het misschien minder onrustwekkend is dan in sommige buurlanden, verdient het niet minder de aandacht van al wie bezorgd is om het lot van onze natie.

Tot voorbeeld wijs ik enkel op dezen m. i. zeer karakteristieken passus van een jongen auteur, aan wiens wetenschap alle Belgische rechtsgeleerden eenstemmig hulde brengen en die ons begiftigd heeft met het eerste deel van een werk

(1) Wij zullen in dit verslag niets zeggen over den toestand in Sovjet Rusland. Wij bepalen er ons bij te verwijzen naar een studie die verscheen in de reeds genoemde uitgave : *Le Divorce*, blz. 163, « Sur la Législation du Mariage et du Divorce dans U. R. S. S. », door J. KOLOGRIVOV, evenals naar het artikel van dokter R. DE GUCHTENAERE, in het tijdschrift *Saint-Luc Médical*, 1933, blz. 47.

over het burgerlijk recht, dat, ik twijfel er niet aan, de gids van de generatie van morgen zal zijn.

De wijsgeerige opvattingen van den heer Henri De Page zullen hem zeker niet verdacht maken in de oogen van de indieners van het onderzochte wetsvoorstel. « In werkelijkheid, zegt hij, heeft men door kritiek uit te brengen tegen de echtscheiding vooral kritiek willen uitbrengen tegen de hedendaagsche strekking om de echtscheiding uit te breiden. En op dit gebied zijn de argumenten veel sterker. Het staat vast dat de rechtspraak, meegesleept door een onweerstaanbare beweging naar het schijnt, het bekomen van de echtscheiding veel gemakkelijker heeft gemaakt, vooreerst door een groote verruiming van het begrip zware belediging, en verder door zich uiterst toegevend te toonen tegenover de echtelijke moeilijkheden die misschien niet zoo ernstig en zoo onoverkomelijk zijn als de echtgenooten het meenen. Men beweert zelfs dat, in zekere landen waar de echtscheiding bij wederzijdsche toestemming niet toegelaten is, echte rechterlijke komedies worden gespeeld om voor de welwillende rechters te verbergen dat de echtscheiding een zuivere gril is.

» Men weet van den anderen kant dat het geenszins moeilijk is een bevinding van geveinsd overspel te doen opmaken. Ook blijkt de « nijverheid van de echtscheiding » winstgevender te zijn geworden dan deze van de huwelijksmakelarij. »

Hooren wij verder naar de niet zonder zorg geuite waarschuwing, om niet te zeggen den noodkreet van een van onze geleerdste sociologen, priester Jacques Leclercq, professor in wijsbegeerte te Brussel, die op een voordracht tijdens de vijfde katholieke universitaire sociale week, verklaarde : « Wij gaan zonder twijfel een ramp te gemoet. Om er zich rekenschap van te geven volstaat het de statistiek van de echtscheidingen na te gaan : het aantal stijgt voortdurend; en het feit is van des te meer beteekenis daar de wet niet is gewijzigd, zoodat het wel de volstreckte noodzakelijkheid van de instelling zelve is die onweerstaanbaar haar vruchten afwerpt. Dat alleen volstaat om te bewijzen dat men in Frankrijk de kwaal niet zal indammen indien men enkel de beperking van de wet vraagt.

» Van 1876 tot 1881 werden in België jaarlijks gemiddeld 175 echtscheidingen uitgesproken, van 1881 tot 1886 klimt het aantal tot 252, het bedraagt 375 tijdens de vijf volgende jaren en klimt tot 531 tijdens de jaren 1891 tot 1896; tijdens het rechterlijk jaar 1896-1897 worden 700 echtscheidingen uitgesproken; het aantal bereikt 813 in 1902-1903; 970 het volgende jaar; na een tijdelijke vermindering klimt het aantal weer in 1908-1909 met 1093 echtscheidingen; 1,170 in 1911-1912; 1,240 in 1912-1913; 1,694 in 1913-1914. In veertig jaar, van 1876 tot 1914, is het aantal echtscheidingen dus vertiendubbeld. En niemand, gij weet het zoo goed als ik, mag er zich helaas aan verwachten dat de beweging na den oorlog zal gestuit worden. Overigens, indien wij eenige hoop koesterden, zijn de eerste statistieken na den oorlog van aard om ons deze te ontnemen : in 1919-1920 worden 2,366 echtscheidingen uitgesproken, en 3,760 in 1920-1921; meer dan het dubbel van het cijfer in 1914, twintigmaal het aantal van 1876. Pater LEMAIRE zegt ons in *La Wallonie qui meurt*, dat er in 1830 voor gansch België vier echtscheidingen waren... En de wet is niet gewijzigd; zij heeft haar volle kracht behouden... Doch niemand is bezorgd. »

Ziehier bij de cijfers in 1924 aangeduid door den geleerden voordrachthouder, een aanvulling uit het laatste statistisch jaarboek, uitgegeven door de zorgen van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor de jaren 1931-1932.

Er kwamen in België voor :

In 1925	74,761	huwelijken en	2,508	echtscheidingen.
1926	72,517	—	2,349	—
1927	71,921	—	2,351	—
1928	71,485	—	2,351	—
1929	71,811	—	2,134	—
1930	71,624	—	2,491	—

Uit het onderzoek van deze laatste statistiek blijkt onweerlegbaar dat het aantal huwelijken afneemt en dat de vloed van de echtscheidingen, bij ons zooals elders, stijgt.

En daar even goed bij ons als in Frankrijk de echtscheiding « het gezin vernietigt », dient men zich af te vragen of het oogenblik gepast is er de mogelijkheid van te verruimen, ze gemakkelijker te maken, en of niet eerder het oogenblik dwingt zich het beginsel te herinneren : *odiosa sunt restringenda*.

Zij die onze wijsgeerige opvattingen deelen, en misschien ook de anderen, zullen met groote belangstelling kennis nemen van het hoofdstuk dat werd gewijd aan de wetgeving op de echtscheiding door priester Dermine, in zijn merkwaardige studie over *La Doctrine du Mariage chrétien*, verschenen in 1930 bij de « Sociétés d'études morales, sociales et juridiques », te Leuven.

Invloed
van de
echtscheiding
op de
geboorten.

Alvorens het sociaal gebied te verlaten en het onderzoek aan te vangen van de beweging der leerstellingen en der rechtspraak die zich rond de echtscheiding aftekent, moet de vraag worden gesteld of de veelvuldigheid der echtscheidingen een rechtstreekschen invloed uitoefent op de geboorten. Wij weten dat zeer verstandige geesten, even zeer als wij zelf tegen de echtscheiding gekant, dit blijken te hebben ontkend.

Georges Fonsegrive, namelijk, schrijft daaromtrent in zijn merkwaardige en spannende studie die wij reeds vermeldde : « De daling in het wettelijk geboortecijfer is geregeld en vangt lang vóór de wet van 1884 aan ».

Doch in den laatsten tijd zijn waarnemers tot geheel tegenovergestelde besluiten gekomen. In hun *Traité élémentaire de Droit civil* (7^e uitg., blz. 206) aarzelen de heeren Colin en Capitant niet te verzekeren dat « het huwelijk het gezin vestigt, en de echtscheiding het vernietigt ». Zij wijten aan de echtscheiding de ontvolking die de toekomst van Frankrijk bedreigt.

Wij nemen nog nota van de verklaring van den heer Boverat, lid van den Hoogen Raad der geboorten in Frankrijk, die ons zegt : « Bij de studie over de echtscheiding werd ik door geenerlei overweging van dogmatische of godsdienstigen aard geleid, vroeger was ik voorstander van de echtscheiding. De studie van het vraagstuk der geboorten heeft mijn zienswijze volkomen gewijzigd. ». (Aangehaald door MOLLIER, *op. cit.*, blz. 101). En in de merkwaardige rede die hij vóór enkele maanden in de Fransche Kamer hield, bevestigde oud-minister Pernot welsprekend deze zienswijze : « Overal, zegde hij, waar de echtscheiding veelvuldiger en gemakkelijker is geworden, hebben steeds de geboorten afgenomen. Wat is noodig opdat een gezin vruchtbaar zou zijn? De gezinsvader moet vertrouwen in de Voorzienigheid indien hij geloovig is, of zoo niet moet hij althans in het leven vertrouwen. Men kan echter niet in het leven vertrouwen indien men niet gelooft in de stabiliteit van het gezin. Men kan, in een gezin waar de banden zoo licht worden losgemaakt, het gevaar niet loopen talrijke kinderen op te voeden ». (*Journal officiel*, Vrijdag 25 November 1932).

Ook zien wij, van 1924 af, de Hooge Raad der geboorten maatregelen vragen om het aantal echtscheidingen te beperken (Zie *Traité pratique de Droit civil*, door PLANIOL en RIPERT, t. II. *La Famille*, door André ROUAST, blz. 402, nota 1.)

Wij bedoelen geenszins dat het afnemen der geboorten in Frankrijk aan de echtscheiding alleen is te wijten. Wij weten dat de oorzaken in de eerste plaats van zedelijken aard zijn : « Het onderzoek dat ik sedert zes jaar, van 1913 tot 1919, leidde voor de « Academie des Sciences morales et politiques », over de economische, moreele en sociale oorzaken van het afnemen der geboorten in de verschillende streken van Frankrijk, zegde ons onlangs de heer Charles Benoist, en waarbij ik vooral Normandië bestudeerde en de Bretoensche departementen als « getuigen » nam, heeft er mij van overtuigd dat de oorzaken van de crisis in de eerste plaats, men mag bijna zeggen uitsluitend, zedelijke of sociale oorzaken zijn, en sociale langs de moreele zijde. Een grondig onderzoek sluit natuurlijk niet bepaald de andere economische, rechtskundige, fiscale en zelfs physiologische oorzaken uit. Doch het laat geen twijfel over, dat meest algemeene en diepe oorzaken van moreelen of psychologischen aard zijn. Deze vaststelling volstaat om aan te wijzen in welke richting en welke orde de maatregelen moeten gezocht worden die, zooals de oorzaken, vooral van moreelen aard moeten zijn. Frankrijk moet een hernieuwde, misschien een nieuwe zede-leer krijgen, die steunt op een andere « mentaliteit », men moet het een andere levenswijze aanleeren en het daartoe vooreerst anders doen voelen en daarna denken. » (*Les Lois de la Politique française*, blz. 97.)

Maar van den anderen kant pleit het niet tegen onze stelling dat in zekere landen waar de wetgeving de echtscheiding niet toelaat, de bevolking ook eenigszins terugloopt. Men heeft in Italië namelijk vastgesteld dat het verschijnsel vooral te wijten is aan de hooge kindersterfte. (Zie *Filadelfo Insolera : Problemi demografici in Gerarchia*, 1930, VIII, blz. 20.)

Wij wijzen er tenslotte op dat in de belangwekkende voordracht, te Arras gehouden in 1928 voor de « Association du Mariage chrétien », over *Le Divorce et l'Enfant*, de heer Rouast, professor in burgerlijk recht bij de Universiteit te Parijs, zich als volgt uitdrukte : « Ik zou u vooreerst kunnen doen opmerken dat de instelling van de echtscheiding van nature zoo vijandig staat tegenover het kind, dat zij het kind reeds van voor zijn geboorte uitschakelt. De statistieken toonen aan en de geboortekongressen stellen in het licht, dat in de streken waar het meest echtscheidingen voorkomen, ook het minst geboorten zijn aan te stippen. Waarom? De bevorderaars van de echtscheiding beweerden integendeel de geboorten te bevorderen door aan de bij lijve gescheiden mannen en vrouwen toe te laten te hertrouwen en dus kinderen te hebben. De feiten stelden hen in het ongelijk : sedert 1884 hebben de geboorten in Frankrijk niet toegenomen ; zij namen af. De reden is licht te vinden. Het bestaan van de instelling der echtscheiding drukt op de huwelijken als een bedreiging en strekt er toe deze kinderloos te houden ; waarom den last van kinderen op zich nemen indien men op zekeren dag zijn vrijheid zal hernemen? Aangezien de echtscheiding de kinderen ongelukkig maakt, is het beter in het vooruitzicht van een mogelijke scheiding er geen ter wereld te brengen... Het proef-huwelijk, 't is te zeggen het huwelijk met de bijbedoeling van een mogelijke scheiding, is bijna altijd kinderloos. En het steeds toenemend gemak van scheiden strekt er toe in zekere kringen de gewoonte van het proef-huwelijk te verspreiden. »

En ziehier, schijnt het ons, twee besluiten die tot hiertoe geboden lijken :

1^o Overal waar de echtscheiding bestaat, en *a fortiori* overal waar men tracht er het gebruik van te vergemakkelijken, komt de ontbinding van het gezin op het hellend vlak dat leidt naar de uiteenspatting van de sociale cel, zijnde het huwelijk... En het is derhalve gevaarlijk de helling nog steiler te maken;

2^o Van den anderen kant, en dit is de tweede vaststelling, stemt de toeneming van de echtscheidingen met het terugloopen van de geboorten.

Wij zullen met professor Bonnetcase antwoorden : « Dat de wetgever een gezinspolitiek moet nastreven. Men dient te weten of hij de versteviging beoogt van dit organisme dat ten grondslag ligt van de maatschappij, ofwel of hij integendeel op zijn ontbinding wil aansturen. »

II. — DE WETTELIJKE EN DOCTRINALE OPVATTINGEN BETREFFENDE DE ECHTSCHIEDING.

Wanneer wij het zeer algemeene gebied van de sociale toestanden verlaten en overgaan tot de doctrinale en rechtskundige strekkingen, krijgen wij gelegenheid zekere vaststellingen te doen die ons niet van belang schijnen ontbloomt te zijn.

Zooals wij hierboven deden opmerken onderging de wetgeving op de echtscheiding in België nagenoeg geen wijzigingen sedert het Burgerlijk Wetboek, tot nu ineens twee voorstellen tegelijk bij het Belgisch Parlement worden ingediend : het eene in de Kamer ter tafel neergelegd door den heer Jennissen c. s., en dat er toe strekt van geestesstoornis een reden tot echtscheiding te maken (1), het andere, bij den Senaat ingediend, door onzen geachten collega Lebeau en dat het voorwerp uitmaakt van de opmerkingen die wij de eer hebben naar voren te brengen.

Staan wij aan den vooravond van een offensief en koestert men in zekere kringen waarlijk den wensch een toestand te verscherpen die ons nu reeds gewettigde redenen tot onrust geeft? Voorloopig hebben wij alleen den samenloop van zekere pogingen vast te stellen zonder er de drijfveeren van te onderzoeken.

De Fransche
wetgeving
sedert 1884.

Verscheidene pogingen, de eene al stouter dan de andere, werden gedaan in Frankrijk om het kader van de wet van 1884 te verruimen.

In het werk van den heer Rouast, vormende boekdeel II van de « *Traité de Droit civil français* » van PLANIOL en RIPERT, zal men de opsomming en de verklaring vinden van de beteekenis van het herhaaldelijk ingrijpen van den Franschen wetgever met het doel de scheiding gemakkelijker te maken die

(1) Het is natuurlijk niet aan ons in dit verslag het bij de Kamer ingediende voorstel te onderzoeken. Het weze ons alleen toegelaten aan al wie eensdaags een oordeel zullen uit te brengen hebben, dezen passus in overweging te geven uit het werk van M^{me} de Staël, die nochtans voorstander was van het invoeren van de echtscheiding in de Fransche wetgeving : *Un divorce qui aurait pour motif des malheurs survenus à l'un des deux époux serait l'action la plus vile que la pensée put concevoir ; car les affections du cœur, les liens de famille ont précisément pour but de donner à l'homme des amis indépendants de ses succès et de ses revers, et de mettre au moins quelques bornes à la puissance du hasard sur sa destinée. Les Anglais, cette nation morale, religieuse et libre ; les Anglais ont dans la liturgie du mariage une expression qui m'a touchée : Je l'accepte, disent réciproquement la femme et le mari, in health and in sickness, for better and for worse ; dans la santé comme dans la maladie, dans ses meilleures circonstances, comme dans ses plus funestes. La vertu, si même il en faut pour partager l'infortune quand on a partagé le bonheur ; la vertu n'exige alors qu'un dévouement tellement conforme à une nature généreuse, qu'il lui serait tout à fait impossible d'agir autrement. »* (M^{me} DE STAËL : *Delphine*, aangehaald door Fonsegrive, loc. cit., blz. 107.)

in het land weder ingevoerd werd op initiatief van den heer Naquet, van af de wet van 18 April 1886, die de procedure vereenvoudigt, tot deze van 4 Januari 1930, die zoo wij goed zijn ingelicht de jongste is en die toelaat, naar de kernachtige uitdrukking van onzen geleerden collega bij de Vrije Faculteit te Parijs, den heer Henri Lalou, zich zonder zorg aan het spelletje van huwelijk en echtscheiding te wijden, vermits zij de laatste hindernissen wegneemt die de wet van 26 Maart 1924 had behouden om in zekere gevallen het hertrouwen onmogelijk te maken van uit den echt gescheiden vroegere echtgenooten (*Dalloz Hebdomadaire*, 30 Januari 1930).

Doch reeds in 1906 had de *Société d'études législatives* den wensch uitgedrukt dat zou ingegaan worden tegen de echtscheiding, en, zoo niet in de wetgeving, dan toch in de leer kon men zich van toen af duidelijk een beweging zien afteekenen om tegen den stroom in te gaan : de studies van Durkheim, van dokter Grasset, van Paul Bureau, van de professoren Cuche en Bonnacase zijn vooral van belang en gansch in het bijzonder de meesterlijke studie van professor Bonnacase, gewijd aan de philosophie van de *Code Napoleon*, toegepast op de rechten van het gezin (Parijs, De Boccard, 1928).

De doctrinale
reactie.

Wij moeten ten eerste dit werkelijk kapitale werk aanbevelen aan al wie om de toekomst van het gezin bekommerd is :

« Zeer vroeg, schrijft de heer Simonnet, professor aan de Universiteit te Nancy, heeft het een aantal rechtsgeleerden en sociologen toegeschenen dat buiten elk kanoniek en katholiek standpunt, en dus op sociaal en sociologisch gebied, zeer sterke bezwaren tegen de echtscheiding bepaald verdienen in aanmerking genomen te worden. (SIMONNET : *Le Mariage et l'Union libre dans le maintien et la défense de la famille par le droit*; Parijs, Sirey, 1930, blz. 100.)

Ongetwijfeld moet aan deze doctrinale beweging de verwerping in de Fransche Kamer moeten geweten, in Juli 1926, van een wetsvoorstel dat reeds door den Senaat was goedgekeurd en dat niet zonder overeenkomst was met het ons voorgelegde voorstel, vermits het er toe strekte den termijn van drie jaar te verkorten voorzien bij de wet van 6 Juni 1908 en na afloop waarvan de scheiding van tafel en bed verplicht wordt omgezet in scheiding. Het wilde dus, evenals onderhavig wetsvoorstel, de procedure bespoedigen in een geval waar de scheiding nagenoeg onontkoombaar was, vermits zij noodzakelijk moest worden toegestaan door den rechter aan den echtgenoot die de toepassing van de wet vroeg. (Zie de debatten waartoe de bespreking van dit voorstel onlangs aanleiding gaf in de Fransche Kamer en tijdens dewelke zich de moedige tusschenkomst voordeed van den heer Georges Pernot waarvan wij hooger gewagen.) (*Documentation catholique*, n^o van 18 Maart 1933.)

De heer Van Laer, professor in de demografie bij de Vrije Faculteit te Rijsel, legde onlangs in een studie over de echtscheiding in Frankrijk, den nadruk op de beteekenis van de houding der Fransche Kamer en stelde de vraag : « Zou men in de parlementaire kringen de fout in 1884 begaan, beginnen te begrijpen ? » (*Le Divorce*, uitgaven van de A. C. M., Parijs, 1928, blz. 7.)

Laten wij er even op wijzen dat juist op het oogenblik dat de echtscheiding bij onze burens achteruitgang boekt, bij ons zeer ongepast het initiatief tot uiting komt waarop wij wezen, waartegen de gezonde openbare meening reden in verzet komt en laten wij daaruit besluiten dat de Fransche ondervinding ons eerder op onze hoede zou moeten stellen.

Een verkeerd
begrip van
het huwelijk.
Het huwelijk
« verbin-
tenis ».

Wij kunnen die korte overwegingen over huidige wettelijke en doctrinale strekkingen niet afsluiten zonder er op te wijzen dat het besproken ontwerp alsook meest al het initiatief dat tijdens de jongste jaren genomen werd om de bres van de echtscheiding te verruimen, berust op het teenemaal valsch begrip, dat onzes inziens trouwens als leerstelling meer en meer verworpen wordt, dat het huwelijk een verbintenis is, 't is te zeggen een overeenkomst die door toedoen van wilsuitdrukkingen gesloten een wederzijdsch bindend kenmerk draagt en die derhalve, zooals alle overeenkomst, zou kunnen verbroken worden van het oogenblik dat één der partijen in gebreke is zijn contractueele verplichtingen na te leven. Deze thesis wordt nog verdedigd door PIÉRARD : *Divorce et séparation de corps*, t. I, n^r 166).

Het was de hoofddwaling van de opstellers van het Burgerlijk Wetboek onder de ingeving van de individualistische strekkingen van Rousseau (1) en van Pothier, in het huwelijk slechts een verbintenis te zien terwijl zij practisch dit begrip in de reglementeering van het huwelijk hebben afgewezen. (BONNECASE, *Philosophie du Code Napoléon*, n^r 97 en vlg. — SIMONNET : *Le Mariage et l'Union libre dans le maintien et la défense de la Famille par le droit*, Sirey, 1930, blz. 97(2).

De eerste commentatoren van het Burgerlijk Wetboek hebben dezelfde vergissing begaan en alleen Aubry en Rau schijnen duidelijk den specifieken aard begrepen te hebben van het huwelijk, dat zij aldus bepalen : « La société perpétuelle que contractent deux personnes de sexe différent dans le but d'imprimer un caractère de moralité à leur union sexuelle et aux rapports naturels qui doivent en naître ».

Het ware
begrip van het
huwelijk.

Het zal wellicht de groote verdienste zijn van een der meest vooraanstaande hedendaagsche rechtskundigen, Maurice Haurion, de vernieuwing te hebben opgemerkt die het leerstelsel van de instelling aan sommige onzer rechtsbegrippen en namelijk aan de theorie van het huwelijk kan ingeven.

Het huwelijk
« instelling ».

Anderen na hem, steunende op deze richtslijnen, hebben er met gezag op gewezen dat het huwelijk eerst en vooral een *instelling* is, die voor kenmerk heeft bestendig te zijn en wier draagkracht en beteekenis vooraleer individueel te zijn, veel verder strekken dan de eigen verzuchtingen en het eigen gerief van elk der echtgenooten die een haard « instellen » met het doel het menschedom te bestendigen (3).

« Dat het huwelijk een instelling is, aldus de heer CAVRON de LATERNAUT, professor in de rechtswetenschap te Rijsel, zulks schijnt thans wel eenparig aangenomen. Men kan niet als tegenstanders beschouwen degenen die een gemeen-

(1) Over den rechtstreekschen invloed van de Gallicaansche theorieën en aan de Wijsgeeren op de echtscheiding, zie MICHON, *loc. cit.*, blz. 54, 56 en 57 en R. LEMAIRE : « *Le Mariage civil*, Parijs, 1901, blz. 58 en vlg.). — Eveneens over den oorsprong van het burgerlijk huwelijk en van de echtscheiding de zeer sterke studie te raadplegen van MAGNIN, eere-professor aan het « Institut catholique de Paris », in : *La Crise du Mariage*, Parijs, 1932, blz. 114. — Adde DANIEL MORNET : *Les Origines intellectuelles de la Révolution française*, Parijs, Colin 1933, blz. 75 en vlg., en blz. 251.

(2) Wij zien, aldus FONSEGRIVE (*op. cit.*, blz. 250), dat de gedachte der wijsgeeren overgenomen door het Comité voor Wetgeving van de Assemblée van 1792, te weten dat het huwelijk slechts een burgerlijke verbintenis is, een geheel ontoereikend begrip is. De regelen van de burgerlijke verbintenis kunnen er niet op toegepast worden. Zijn doel en uitslagen zijn verschillend. Personen verbinden er zich wederzijds in en verbinden niet meer bepaalde zaken of daden, doch geheel hun persoon. De regelen van de burgerlijke verbintenis volstaan niet meer. Een ander auteur, de heer AUDIAT, meent dat min of meer bewust de echtscheiding ontstaat uit het begrip dat het huwelijk vrije verbintenis is zooals de overige (aangehaald door R. LEMAIRE : *Le Mariage civil*, Parijs 1901, blz. 156. Zie ook CAVROIS DE LATERNAUT, in de hierna vermelde studie, blz. 37.

(3) Het blijkt ons niet ongepast hier de bepaling aan te halen die Haurion zelf van het begrip der instelling gegeven heeft : « Een instelling is een begrip van een werk of een onderneming die verwezenlijkt wordt en juridisch duurt in een maatschappelijk midden; tot de verwezenlijking van dat begrip, wordt een macht ingericht die er organen aan bezorgt; daarbij komen tusschen de leden van de betrokken sociale groep gemeenschapsmanifestaties tot uiting die door de organen van de macht geleid en door rechtsplegingen geregeld worden. — Maurice HAURION : *Aux sources du droit*, Parijs, Blond, 1933, blz. 96.

schappelijk leven aangaan. Het doel is aan de verbinding der geslachten een sociale en zedelijke inrichting te geven.

« De reglementeering moet overeenstemmen met den bestendigen aard van den menschelijken persoon, wiens normale ontwikkeling de bestendigheid van het gezin vergt. Gewis berust het gezin zelf op subjectieven grondslag, wederkerige gevoelens van genegenheid tusschen echtgenoot en vrouw, ouders en kinderen; doch er heeft zich een keten van objectieve gedachten bij gevoegd, onverbreekbaarheid van het huwelijk, enkelvoudige echt, ouderlijk gezag, enz. Deze gedachten hebben er een instelling van gemaakt ». (*Ce que les juristes pensent aujourd'hui du divorce* : Verslag uitgebracht op het Congres te Atrecht in 1928. Documentatie uitgegeven door de « Association du Mariage chrétien » onder den titel *Le Divorce*, blz. 45.)

Het is hier niet de gelegen plaats om uit te weiden over dit grondbeginsel van het karakter van de huwelijksinstelling. Wien de vraag aanbelangt kunnen wij slechts verwijzen naar de studies die er in de jongste jaren aan werden gewijd door eerste rangs rechtskundigen, zooals Haurion, Renard en Bonnecase. (Zie MAURICE HAURION : *Aux Sources du Droit*; Parijs, blz. 89 en vlg. — RENARD : *La Théorie de l'Institution*, Parijs, Sirey, 1930, blz. 103 en vlg. — RENARD : *Le Droit, l'Ordre et la Raison*, Parijs, 1927, blz. 342. — RENARD : *Le Mariage est-il un contrat comme les autres?* Studie uitgegeven in het boekdeel *La Crise du Mariage*, Parijs; *Mariage et Famille*, 1932, blz. 101. — BONNECASE : benevens het reeds vermeld werk over *La Philosophie du Code Napoléon*, zie bijlage van *Traité de Baudry*, t. IV, blz. 638, Parijs, Sirey, 1928. — SIMONNET, *op. cit.*, blz. 105).

Voegen wij daarbij dat wij met ware voldoening den heer Henri De Page in zijn voormeld werk beslist hebben zien stelling nemen naast de genoemde auteurs op stuk van rechtskundigen aard van het huwelijk. « Alleen in het huwelijk een verbintenis zien, zegt hij, is een volkomen verkeerde meening; ook zijn thans alle auteurs het eens om in het huwelijk een instelling te zien. (DE PAGE, *Droit civil belge*, d. I, blz. 567 (1).

III. — HET ONTWERP BESCHOUWD TEN OPZICHTE VAN DE RECHTSTECHNIEK EN DE HUIDIGE STREKKINGEN VAN DE RECHTSPRAAK.

Na deze beschouwingen van algemeenen aard, kunnen wij thans het ontwerp zelf onderzoeken. Wij zouden willen bewijzen dat het niet zonder ware gevaren is, dat het in strijd is met de strekkingen die tot uiting komen in de rechtspraak van onze hoven en rechtbanken en dat het te wenschen overlaat wat betreft de vereischten van de rechts- en wetgevingstechniek.

Dit laatste punt zal eerst onze aandacht in beslag nemen. Men zal wel opgemerkt hebben dat de indieners van het ontwerp het overspel « strafbare handeling » en het overspel « echtscheidingsgrond » volledig hebben gelijk gesteld.

De tekst van artikel 3 van het ontwerp kan in dit opzicht geenerlei twijfel laten. Er wordt gezegd : « Op overlegging van een door den griffier gelijkluidend verklaard uittreksel uit het vonnis of het arrest van veroordeeling wegens overspel of onderhoud van een bijzit in de echtelijke woning, wijst de rechtbank vonnis waarbij de aanleggende partij gemachtigd wordt vóór den ambtenaar

Het ontwerp ten opzichte van de rechts- en wetgevings-techniek.

(1) Vgl. FRANCESCO CONSENTINI : *Le Droit de famille, Essai de Réforme*, Parijs, 1929, blz. 251. Het huwelijk zegt deze schrijver, is een verbintenis *sui generis* des te meer dat zij in 't geheel niet toegelaten is aan den vrijen wil van de contractanten, doch onderworpen is aan een hooger voorschrift van sociale orde die de bovenhand heeft op den wil van de individuen, ten einde het belang van het gezin zoowel als dit van de gemeenschap te vrijwaren. (Zie ook : ASSER, *Nederlandsch Burgerlijk Recht, Personen Recht*, 5^e druk, 1923, blz. 318.)

van den burgerlijken stand van haar woonplaats te verschijnen op den dag van het vonnis, om echtscheiding te doen uitspreken, de wederpartij behoorlijk opgeroepen. De echtscheiding kan te allen tijde worden uitgesproken onaan-gezien den termijn van twee maand verleend bij artikel 264 van het Burgerlijk Wetboek. »

Deze gelijkstelling waartegen de indieners opkomen (zie PIÉRARD : *Divorce et séparation de corps*, d. I, 221, en DE PAGE, *op. cit.*, n^r 861), is uitdrukkelijk in strijd met den geest onzer wetgeving. Zij lascht in onze teksten een bepaling in die door de verwarring van twee uiteraard verschillende begrippen vroeg of laat tot onvoorziene en ongewenschte gevolgen zou leiden (1).

Zooals de tekst is opgemaakt in zijn gebiedenden vorm voor den rechter, maakt hij in burgerlijk opzicht alle verzoening onmogelijk, terwijl deze noch-
tans voorzien worden *in terminis* door het Strafwetboek (artt. 387 en 389).

Wanneer het uittreksel van het vonnis betreffende het arrest van veroor-deeling voor den rechter is gebracht, moet deze uitspraak doen tot machtiging van de echtscheiding zonder dat de door den niet schuldigen echtgenoot inmid-dels verleende vergiffenis, die de gevolgen van de strafveroordeeling stuit, het verloop van de burgerlijke rechtspleging kan stilleggen. En deze uitspraak, die de echtscheiding zou aannemen, zou bovendien voor geen enkel beroep vatbaar zijn, wat in strijd is met den grondregel van den dubbelen graad van rechtspleging, vooral op een gebied dat in hooge mate de openbare orde aanbe-
langt.

Men zal wellicht doen opmerken dat de echtgenoot die vergiffenis zal verleend en toegestaan hebben het gemeenschappelijk leven te hervatten, zijn aanvraag tot echtscheiding zal inrekken.

De tekst moet niettemin dergelijken afstand voorzien en de indieners van het voorstel kunnen niet het inzicht gehad hebben hem uit te sluiten. Zelfs in deze veronderstelling blijft het waar dat indien de vergiffenis voorkomt na de uitspraak van de echtscheiding, deze een verworven feit blijft vermits alle mogelijkheid tot beroep tegen de burgerlijke uitspraak door de indieners van het ontwerp werd van de hand gewezen. De omstandigheid dat in de bedoeling van de indieners van het ontwerp de uitspraak ingeroepen tot staving van het verzoek in staat van gewijsde zal moeten gaan neemt niets weg van de waarde van onze opmerking.

Wijzen wij vervolgens op de op zijn minst zonderlinge bewoordingen van artikel 1 van het voorstel, dat handelt over de formaliteiten voorzien bij de artikelen 236 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Wil men bij voorbeeld de voorloopige maatregelen afschaffen die de essentie zijn van alle rechtspleging voor echtscheiding of scheiding bij lijve ?

En zooniet, welke formaliteiten betreft het eigenlijk? Men zal in dit opzicht zeer duidelijk moeten zijn.

Voormelde opmerkingen betreffen de wetgevingstechniek.

Opmerkingen
over
den grond.

Er zijn er andere die den grond zelf betreffen van het voorstel van den heer Lebeau en c. s. Aan de basis van hun initiatief ligt de gedachte dat geenerlei verzoening mogelijk is en in elk geval dat geenerlei verzoening

(1) Het beginsel van het verschil tusschen het overspel als strafbare handeling en haar burgerlijke gevolgen werd bij herhaling bevestigd door de rechtspraak, namelijk wat betreft de gevolgen van de amnestie ten opzicht van het misdrijf van overspel. Het Hof van Verbreking in Frankrijk heeft onlangs in twee uitspraken den regel gesteld dat de amnestie in strafzaken zonder gevolg is op gebied van de rechtspleging voor echtscheiding. Cass. Reg., 14 Mei 1923, D. P., 1924, I, 76, Cass. Reg., 20 Juni 1932, Dalloz Hebd., 1932, blz. 460.

moet voorzien worden tusschen echtelingen waarvan de eene den andere doet veroordeelen wegens schending van de huwelijksvrouw.

« Maar heel zelden gebeurt het, zoo luidt het, dat de gesmade man of vrouw, die den schuldigen echtgenoot deden veroordeelen, aan verzoening denken, vooral wanneer zij bovendien besloten hebben een vordering tot echtscheiding in te stellen. »

En aldus komt men tot een nieuw begrip in zake echtscheiding. Het zal niet slechts de echtscheiding wegens zoogenaamde afdoende reden zijn, doch de echtscheiding automatisch uitgelokt. Het zal volstaan op het knopje te duwen...

Hier onthullen zich al de ongepastheid en meer nog het gevaar van het voorstel dat men door de Hooge Vergadering zou willen doen behandelen.

Het weze ons toegelaten vooraf te doen opmerken dat het verschil tusschen de afdoende oorzaken en de vrije oorzaken van echtscheiding, dat de eigenlijke grondslag is van het besproken voorstel, onzes inziens terecht door sommige auteurs betwist wordt.

Het behaagt ons vooral in dit opzicht de meening aan te halen van den heer Piérard, wiens zienswijze wij doorgaans alles behalve deelen : « De rechter, zoo zegt hij, die geroepen is een verzoek tot echtscheiding of tot scheiding bij lijve te behandelen, welke de aangevoerde reden zij, *zelf wanneer het een uitspraak geldt waarbij de andere echtgenoot wegens overspel veroordeeld wordt* of wegens poging tot manslag, behoudt een recht van soevereine beoordeeling over de kwestie of het voorgewende feit een scheiding van de huwelijksvrouw uitmaakt die beleedigend is voor den aanleggenden echtgenoot. Dat beteekent dat wij de indeeling niet kunnen aanvaarden die de meeste auteurs maken tusschen de bepaalde afdoende oorzaken van echtscheiding en de vrije oorzaken, althans in den volstrekten zin die het woord afdoende inhoudt en die door deze auteurs aangenomen wordt. » (PIÉRARD : *Divorce et séparation de corps*, Brussel 1927, D. I., blz. 205.)

De heer De Page neemt het verschil aan dat wij thans behandelen, doch hij wil erkennen dat in sommige gevallen het overspel geen oorzaak van echtscheiding is, bij voorbeeld in geval van overleg of van uitlokking en hij beroept zich in dat geval op het beginsel *volenti non fit injuria*. Practisch zijn de gevolgen van deze twee meeningen dezelfde. (DE PAGE : *Traité élémentaire de Droit civil belge*, blz. 782. Comp. Cass. fr. 5 Augustus 1901, D. P., 1901, I, blz. 470.)

Is het bovendien zeker dat in feite alle mogelijkheid tot verzoening practisch uitgesloten moet worden in geval van veroordeeling wegens overspel ?

De verzoening
is nooit
« à priori »
onmogelijk.

Het weze ons toegelaten hier te rade te gaan bij de grondige psychologische kennis en de rijke ondervinding van den heer De Page. De overwegingen die hij gewijd heeft aan de verzoenende rol van den rechter die zetelt in de Kamer der echtscheidingen blijken mij een juiste, gepaste en besliste waarde te hebben, zoodanig dat men ons zal vergeven bij hem den volgende langen passus te ontleenen :

« De rechtbanken, in plaats van de echtscheiding te beschouwen als een lange reeks van formaliteiten, zouden beter inzicht moeten krijgen van hun werkelijke taak, met meer toewijding hetgeen voor hen een waar heilig ambt uitmaakt moeten uitoefenen. Het ware te wenschen dat zij zich uitermate strenger zouden toonen dan thans, vooral indien er kinderen zijn uit den echt gesproten. Het is hun plicht in dat geval aan de ouders te herinneren dat het huwelijk niet alleen bestaat uit genoegens, doch ook uit opofferingen, en dat

deze laatste beslist geboden zijn wanneer de kinderen bedreigd zijn de eerste slachtoffers te worden van de oneenigheid der ouders.

« Talrijke echtgenooten, met wie ernstig en vaderlijk zou geredeneerd worden, zouden niet ongevoelig zijn aan de stem van den rechter. De verzoenende rol van den magistraat is wellicht van geringen invloed bij de eerste fazen van de rechtspleging, op het oogenblik dat hij niets of weinig weet van de bezwaren van den aanleggenden echtgenoot, althans van hun ware beteekenis, en dat de echtelingen zich nog in de gevaarlijke atmosfeer der eerste oneenigheden bevinden. Wordt deze rol met toewijding uitgeoefend, dan zou men nochtans ongelijk hebben te gelooven dat hij onbelangrijk is. Maar het is vooral later, na den termijn van schorsing van de toelating tot dagvaarding, na de oonderzoekingen die de feiten in hun waar daglicht hebben gesteld, dat een verzoenende tusschenkomst meer kans heeft te slagen. In dezen gedachtengang dient er herinnerd aan de artikelen 259 en 260 van het Burgerlijk Wetboek, die aan den rechter toelaten, wanneer het verzoek om echtscheiding wordt ingediend wegens ernstige buitensporigheden, mishandelingen of beledigingen, aan de echtgenooten één jaar proeftijd op te leggen vooraleer de echtscheiding toe te staan; gedurende dit jaar zullen zij verzocht worden na te denken over al de gevolgen van een definitief besluit, indien de rechtbank oordeelt dat de grieven, ofschoon bewezen, niet dusdanig zijn dat men moet wanhopen een verzoening tot stand te brengen. In feite worden deze artikelen bijna nooit toegepast. Dit valt levendig te betreuren. Men heeft ten onrechte gemeend dat hun nut twijfelachtig was. Het komt er op aan ze behendig en oordeelkundig toe te passen. Mits er een algemeenen en onpersoonlijken regel kortom *een formaliteit* van te maken, spreekt het vanzelf dat men een mislukking tegemoet gaat. Er bestaat ten slotte een vierde groep echtverbintenissen, waar de oorzaak van de echtscheiding ligt in de ontrouw van een der echtelingen. Dat is het groote euvel, de groote fout, te oordeelen naar de officieele zedenleer. Ook, in geval van echtbreuk of van onderhoud van een bijzit, laat de wet aan den rechter geenerlei vrijheid om de echtscheiding toe te laten of te verwerpen. Hij is *verplicht* op het verzoek in te gaan. Uit de rechterlijke ervaring en uit de kennis van het leven blijkt dat evenmin als een andere fout de ontrouw (die vaak slechts het gevolg is van een gril of van een voorbijgaand zelfvergeten) een hinderpaal is voor de verzoening. Mag men wenschen dat de tekortkoming aan de echtelijke trouw worde overgelaten aan de beoordeeling van de rechters en ophoude een beslissende oorzaak van echtscheiding te zijn? Dergelijke oplossing, al had zij geen anderen uitslag dan een einde te stellen aan de practijk der geveinsde betrappingen, zou reeds daardoor alleen verdienen te worden aangenomen. (DE PAGE : *Traité élémentaire de Droit civil beige*, blz. 771.)

» En is het ook niet het gepaste oogenblik om in herinnering te brengen de zoo grondig ware woorden van Edmond Picard in den Belgischen Senaat bij de bespreking van het wetsontwerp dat vroeger werd ingediend door den heer Van den Heuvel en dat is geworden de wet van 11 Februari 1905?

» Er ligt, zegde Picard, in den gemoedstoestand der lieden die uit den echt willen scheiden, een geheime kracht van bedaring en verzoening die dient opgewekt en die bij hen de gedachte van een scheiding kan dien verdwijnen.

» Het zijn niet de enkele woorden die de voorzitter in de Raadskamer uitsprekt, wanneer de echtgenoot-aanlegger vóór hem verschijnt, die zullen doen besluiten tot verzoening : ten hoogste zullen zij stemmen tot nadenken.

» Men moet weten hoe dit gebeurt. Indien ik niet vreesde afbreuk te doen aan

de plechtigheid van het gerecht, dan zou ik zeggen dat dit alles er wordt afgespeld, noodzakelijk en onvermijdelijk.

» Mijne Heeren, wanneer het bij voorbeeld een vrouw geldt die wil scheiden, zoudt gij er u dan mede willen gelasten ze in een kwartier tijds van meening te doen veranderen?

» Men moet er gerust kunnen over nadenken, herhaald aandringen is noodig en men moet allerlei gegevens doen tusschenkomen.

» Slechts een enkele magistraat kan in dit werk gelukken : de Tijd, met een hoofdletter T ».

Men moet dus niet al te lichtzinnig beweren dat alle verzoening onmogelijk is en men moet nooit derwijze wettelijk ingrijpen dat het voor den magistraat of voor den Tijd onmogelijk wordt hun verzoeningswerk te verrichten.

Ziehier vervolgens een andere beschouwing, die evenzeer steekhoudend is: Wij hebben er reeds gewag van gemaakt.

Er kunnen zich gevallen voordoen waarin de veroordeeling wegens echtbreuk niet de beteekenis heeft die de indieners van het voorstel onveranderlijk daaraan geven. Men weet dat volgens zekere meening de instemming van den echtgenoot geen afwijzing kan beteekenen. Ook, ofschoon de echtgenoot schuldige betrekkingen zijner vrouw heeft gekend, geduld of vergemakkelijkt, is hij niettemin gerechtigd tegen haar de echtscheiding wegens echtbreuk aan te vragen. — LAURENT, D. III, n^r 214, Brussel, 17 Februari 1881, *Pas.* 1881, II, 219; B. J., D. XXXIX (1881), kol. 627. — Contra : WILLEQUET, *Du Divorce*, blz. 164, n^r 12; ARNTZ : *Cours de Droit civil*, D. I, n^{rs} 400 en 447. (Zie *Traité des Causes du Divorce*, door PASQUIER, blz. 36, n^r 110.)

De beteekenis van het vonnis dat veroordeelt wegens echtbreuk is niet volstrekt

Een jongste arrest door het Hof te Brussel gewezen op eensluidende besluiten van den heer advocaat generaal Huwart, op 4 Februari 1933, en overgenomen in *La Belgique judiciaire*, blz. 230, heeft als naar wensch een helder licht geworpen op de noodzakelijkheid hier evenals op alle ander gebied onderscheid te maken. Dit arrest besluit — en de beschouwingen van den heer Huwart zijn hier zeer belangwekkend — dat de echtbreuk van de vrouw niet op zichzelf een beslissende oorzaak van echtscheiding is, dat de echtgenoot inzonderheid zich daarop niet mag beroepen, wanneer hij dezelve heeft uitgelokt of geduld.

Jongste rechtspraak.

Enkele beschouwingen van dit arrest dienen aangestipt :

« Aangezien de strafwet het delict van overspel door de vrouw bedreven bestraft met het oog op een sociaal belang, zelfs in geval van medeweten of instemming van den echtgenoot ;

» Aangezien de burgerlijke wet aan den echtgenoot toelaat de echtscheiding aan te vragen uit oorzaak van overspel der vrouw, maar bij wijze van bestraffing van de beleediging voortspruitende uit de schending voor het echtelijk vertrouwen ;

» Aangezien men het overspel der vrouw niet mag beschouwen als een afdoende oorzaak van echtscheiding die aan den rechter alle recht ontnemt tot beoordeeling der feiten die hem zijn voorgelegd, en hem alleen de formeele verplichting laat de echtscheiding toe te staan wanneer het bewijs der echtbreuk van de vrouw hem wordt geleverd ;

« Aangezien deze schending ophoudt beleedigend en kwetsend te zijn voor den echtgenoot indien uit de omstandigheden blijkt dat de echtgenoot het ongeoorloofd gedrag zijner vrouw heeft geduld of begunstigd, met het doel te

ontsnappen aan de naleving zijner plichten van getrouwheid, bescherming en bijstand jegens zijn vrouw en zijn kind en zichzelf te machtigen de echtelijke trouw te breken op de meest schandelijke en openlijke wijze, met zich schuldig te maken aan tweewijverij. »

Dit arrest is een gezonde toepassing van het hooger aangehaald beginsel *volenti non fit injuria* (Parijs, 18 Juli 1893, D. P., 93, II, 471. Hof van Parijs, 8 November 1893. *Le Droit*, 29 Dec. 1893 en R. FREMONT, *Traité du divorce et de la séparation de corps*, n^o 29) (Over de toepassing van dit beginsel ten opzichte van de echtscheiding in de onderscheidene Europeesche wetgevingen, zie *Das Europäische Ehescheidungsrecht*, door HANS GREVE, Hamburg, 1930.)

Wenu, moest dit wetsontwerp worden goedgekeurd, dan zou het voor gevolg hebben den rechter te hinderen wiens rol deze zou worden van een automaat om hier het onderscheid te maken dat door de rede en de billijkheid wordt geboden. (Zie ANDRÉ THIERRY : *Les Sanctions civiles de l'Adultère*, Parijs, 1912, blz. 18. — ASSER : *Nederlandsch Burgerlijk Recht*, « *Personenrecht* », 5^e Druk, 1923, blz. 330.)

Ten slotte willen wij onze vrees uitdrukken omtrent een ander gevaar van bijzonderen aard dat het voorstel stellig biedt.

Hooger hebben wij aangetoond dat de formaliteiten van de echtscheiding opzettelijk ingewikkeld zijn. Zij zijn de meest doeltreffende hindernis tegen het misbruik van de echtscheiding.

De wet, mocht Burggraaf Terlinden verklaren in zijn advies dat aan het arrest van Cassatie van 19 Maart 1925 voorafgaat (*Pas.*, 1925, blz. 179) « strekt er alleen toe incidenten uit te lokken die het geding kunnen stuiten ».

Men verontschuldige ons hier onomwonden onze meening uit te drukken. Wij zullen trouwens uitleg verschaffen.

Het ontwerp
is een
« premie »
voor
echtbreuk.

Het ons voorgelegde voorstel is een amper verbloemde uitnoodiging, een premie, zooniet een aansporing tot de werkelijke of geveinsde echtbreuk.

Het staat buiten kijf dat het min of meer groot gemak van de rechtspraak en van de proceduur samen, invloed uitoefent op het aantal echtscheidingen.

Meer dan een auteur wijst er bij voorbeeld op dat in de practijk de vindingrijkheid van dezen die uit den echt willen scheiden er in geslaagd is de moeilijkheden te ontduiken, die verbonden zijn aan de proceduur der echtscheiding bij wederzijdsche toestemming, dank zij het gemak waarmede onze rechtbanken, in strijd met de wettelijke bepalingen, de echtscheiding toestaan wegens grove beleedigingen.

Het tijdelijk of zelfs louter geveinsd verlaten van de echtelijke woning en de weigering terug te keeren onder het echtelijk dak op aanmaning bij deurwaardersexploot zijn het klassiek procédé geworden. Sommige arresten zijn daartegen ingegaan. (Zie inzonderheid Hof van Gent, 4 November 1929, *Pas.* 1931, II, 13.) Maar alle dagen doen er zich misbruiken voor.

« Wij hebben », doet de heer Lefèbvre opmerken (*La Famille en France dans le Droit et dans les Mœurs*, Parijs 1920, blz. 67), « uit de vroegere rechtspraak der scheidingen bij lijve een al te vage oorzaak van echtscheiding overgehouden, namelijk de grove beleediging die naar het schijnt op zich zelf slechts aanleiding zou mogen geven tot een min of meer langdurige scheiding. Welke verleiding tot echtscheiding met alles wat de echtgenooten en hun raadsmanen kunnen doen pleiten als grove beleediging en alles wat men er kan bij te pas brengen bij overleg... Men weet dat het door dit middel mogelijk

geworden is te komen tot ware echtscheidingen bij wederzijdsche toestemming, hetgeen volstrekt strijdig is met den echtelijken band, zoodat er auteurs zijn geweest die vragen dat men eenvoudig deze wijze van minnelijke echtscheiding terug zou invoeren, enkel om de schaamteloosheid en het misbruik der verkapte gedingen te voorkomen. » (Zie de boeiende studie daarover uitgegeven door een jeugdig Vlaamsch rechtskundige, den heer Debra, speciaal doctor in burgerlijk recht en getiteld : « De Grove Belediging als grond van Echtscheiding in de Belgische Rechtspraak », *Rechtskundig Tijdschrift voor België*, Januari 1933, blz. 57.) Vergelijk R. LEMAIRE : *Le Mariage civil*, Parijs, 1901, blz. 173. MOLLER : *La Question du Divorce*, Besançon, 1930, blz. 68. MAZEAUD, *loc. cit.* blz. 30. DE PAGE, *op. cit.*, blz. 789.)

De Duitsche statistiek over de laatste jaren verstrekt ons een beslissend argument omtrent het onderling verband dat bestaat tusschen de middelen die worden aangevoerd om echtscheiding te bekomen en het gemak waarmee de rechter daarop ingaat. Men stelt immers in Duitschland vast dat het aantal echtscheidingen gesteund op echtbreuk afneemt terwijl het aantal echtscheidingen wegens grove belediging, waarop de Duitsche rechters eveneens gemakkelijk ingaan, gestadig toeneemt. (*Der Grosze Herder*, V^o *Ehescheidung*.)

De Belgische statistieken aangehaald door den heer Debra, in zijn hooger vermelde studie, wijzen op hetzelfde verschijnsel zoodat de schrijver zich niet zonder ironie afvraagt : Beledigen de echtgenooten elkander in 1930 tien of honderdmaal meer dan in 1830 ?

Wij mogen ons dus de vraag stellen wat er zal gebeuren wanneer de candidaten voor de echtscheiding, ongeduldig om het avontuur te wagen en wenschende den band te verbreken om de kans op een beter lot te loopen, maar vooral haastig om te slagen zonder al te veel moeilijkheden, afgeschrikt of met andere woorden weerhouden door de traagheid van de echtscheiding bij wederzijdsche toestemming of door de bewijsmoeilijkheden die zij mochten onder vinden, een vlugger middel zullen vinden om te slagen.

Mag men niet vermoeden dat zij zich zonder aarzelen zullen wenden tot hen die zonder gewetensbezwaren nu reeds van de echtscheiding een bedrijf maken om ten toon te spreiden wat men overeengekomen is te noemen de geveinsde constateering.

Ofwel, indien de echtgenoot, waarvan men zich wil ontmaken, zich niet leent tot deze verfoeilijke comédie, zal hij dan niet blootstaan aan pogingen tot verleiding of zal hij niet worden gelokt in een dezer hinderlagen, ingericht door een daartoe goed uitgerust agentschap, dat te zijnen dienste heeft hetgeen een jongste besluit heeft genoemd « de beroepsminnaars ».

Voor alwie er vlug wenscht mede gedaan te maken is het dienstaanbod, dat niet zal nalaten zich te vermenigvuldigen, verlokkelijk. (Zie MORIZOT-THIBAUT : *La Femme et le Divorce, Réforme sociale*, Parijs, 1901, blz. 25).

Moet men de bewering van den heer De Page gelooven, dan is dit gevaar niet denkbeeldig; de rechtspraak wijst inderdaad op enkele gevallen, waar de oorspronkelijkheid van het procédé slechts wordt geëvenaard door zijn onzedelijkheid, zooals bij voorbeeld de overeenkomst gesloten tusschen echtgenooten om onder hen de ontdekking op heeterdaad van opgemaakt overspel te regelen, zooals het geval is geweest in de zaak gevonnisd door de Burgerlijke Rechtbank van Boulogne-sur-Mer op 1 Augustus 1907.

Enkele
kenschetsende
beslissingen
van de
rechtspraak.

Het lijkt ons nuttig de bijzonderste overwegingen van dit besluit aan te halen. :

« Aangezien de aanlegster beweert haar verzoek te steunen op een overeenkomst getroffen te Parijs op 7 Maart 1906 tusschen haar en den heer L., alsdan haar echtgenoot;

» Aangezien de kern van deze overeenkomst is dat de partijen, die zich geen enkel merkkelijk verzuim hebben te verwijten maar het gemeenschapleven onmogelijk achten, hebben besloten in gemeen overleg de echtscheiding aan te vragen; dat om daartoe te komen de heer M. L., handelaar te C..., woonplaats zal kiezen te Parijs; dat hij er schijnbaar onwettig zal samenwonen; dat er ontdekking op heeterdaad regelmatig zal worden vastgesteld; dat Mevrouw L..., eens dezen uitslag bekomen, zooals uitdrukkelijk werd bedongen, zal moeten afzien van haar klacht bij den betrokken onderzoeksrechter, een pleitbezorger aanstellen binnen de veertien dagen na de intrekking, vervolgens een verzoek tot echtscheiding indienen en de procedure bespoedigen met het oog op de vlugste oplossing.

» Aangezien deze overeenkomst punt voor punt werd uitgevoerd, en inzonderheid na een vruchteloze poging tot verzoening en ordonnantie van 23 Mei 1906, vervolgens dagvaarding van denzelfden datum, acht dagen later een vonnis bij verstek werd gewezen waarbij de echtscheiding werd uitgesproken ten nadeele van den man terwijl de kinderen aan de vrouw werden toevertrouwd;

» Aangezien dit vonnis den echtgenoot niet veroordeelde tot de betaling van eenige onderhoudsrente aan de vrouw zoowel voor haar als voor de kinderen;

» Aangezien er daartoe geen overeenkomst werd gesloten vermits hooger- vermelde overeenkomst, volgens de meening van dame L., dit punt definitief had geregeld, vermits daarin werd gezegd dat, in ruil voor de gemeenschappelijk bedongen bepalingen, dame L..., zoowel voor hare behoeften als voor die harer kinderen, een maandelijksche rente van 1,200 frank zou ontvangen, en dat vervolgens, bij de afsluiting der liquidatieverrichtingen, deze rente zou vervangen worden door een definitieve jaarlijksche lijfrente van 15,000 frank;

» Maar aangezien de titel waarop zij zich beroept, wettelijk geenerlei uit- werksel heeft; aangezien hij eensdeels het bewijs bevat dat partijen, onmachtig om tegen elkaar eenige werkelijke klacht te doen gelden, een ontdekking op heeterdaad van opgemaakt overspel hebben ingericht om de rechtbank van de Seine, die ten onrechte als bevoegd werd gekozen, op een dwaalspoor te brengen en om van deze rechtbank, onder den schijn van een gewettigde echtscheiding, de bekrachtiging te bekomen van een echtscheiding bij wederzijdsche toestem- ming; en anderdeels, dat de rente vastgesteld ten bate der vrouw althans in de termen van de akte voor partij lijkt verstrekt als vergoeding voor haar deel- neming aan het bedrog;

« Aangezien dusdanige oorzaken van verplichtingen tevens door de wet verboden, strijdig met de goede zeden en de openbare orde zijn;

» Aangezien de aanlegster derhalve uit haar eisch moet worden ontzet, in zoover zij beweert door het voorhanden zijnde stuk gerechtigd te zijn. » (*Gazette des Tribunaux*, 13 September 1907.)

Bij het onderzoek van de middelen, waartoe de pleiters soms hun toevlucht nemen om de moeilijkheden van procedure te ontduiken, die den weg naar de echtscheiding versperren, wijst de heer Paul Katz, in zijn thesis over de echt- scheiding bij overeenkomst (Parijs, Rousseau, 1912, blz. 83), er op dat het ge- ruimen tijd klassiek was een echtbreuk te veinzen. « Er waren te Parijs, verklaart

hij, echte agentschappen van echtscheiding. De rechtbanken ontdekten soms het bedrog... Maar soms hebben zij zich daaraan laten beetnemen en zij zullen er zich ook nog laten aan beetnemen. »

De Rechtbank van de Seine heeft geoordeeld dat de echtbreuk van den echtgenoot ophoudt een beslissende oorzaak van echtscheiding te zijn, wanneer zij het gevolg is van een hinderlaag door de vrouw vrijwillig gespannen aan de getrouwheid van haar echtgenoot. (*Seine*, 14 Maart 1889, *Gazette*, Palais, 1889, II, Supplement 8.)

Zoo ook hebben de Hoven van Parijs en Brussel beslist dat er niet mag gesteund worden op het bewijs van de echtscheiding, wanneer uit de stukken van de zaak blijkt dat de echtbreuk werd voorbereid door een zakenagentschap dat het verzoek moet doen slagen (Parijs, 8 November 1893, *Le Droit*, 29 December 1893; Brussel, 19 Juni 1909, *Dalloz*, 1911, II, 28).

Wij moeten een oogenblik stilhouden bij sommige overwegingen van het besluit van het Hof te Brussel, waarop wij hier wijzen; immers daardoor wordt een helder daglicht geworpen op sommige toestanden, die noodzakelijk tot nadenken moeten stemmen. Zij verstrekken een beslissend argument tegen het voorstel dat men aan de beraadslaging van de Hooge Vergadering zou willen voorleggen.

Het Hof brengt vooreerst in herinnering het beginsel dat er geen oorzaak tot echtscheiding bestaat daar waar er geen belediging is.

In zijn breedvoerig beredeneerd advies, weidt de heer advocaat-generaal Jottrand uit over deze fundamenteele beschouwing, en het Hof in zijn overwegingen bekrachtigt dezelfde theorie.

Indien de aangehaalde feiten juist zijn, verklaart het Hof, dan zou de belanghebbende, mits storting van een bepaald bedrag in handen van een voor dit soort verrichtingen uitgerust agentschap, de verleiding van de verweerster hebben uitgelokt door een echten beroepsminnaar; hij zou stap voor stap de ontwikkeling van deze intrigue hebben gevolgd en in overleg met zijn betaalden medeplichtige of betaalde medeplichtigen de samenkomst hebben geregeld die de bekroning moest zijn van dit onnoembare werk dat heeft geleid tot de constatering van 6 Februari 1907. Aangezien, zoo de werkelijkheid van dusdanige feiten moest bewezen zijn — en sommige reeds vaststaande aanduidingen laten niet toe van stonden aan en *a priori* deze gebeurlijkheid als onmogelijk te beschouwen — daaruit zou voortvloeien dat de echtgenoot een echte medeplichtige van het overspel zijner vrouw met S... zou geweest zijn, vermits door giften, schuldige listen en lagen, hij rechtstreeks tot dit delict zou hebben aangezet. Aangezien een echtgenoot, die na zelf het overspel zijner vrouw te hebben uitgelokt, tegen haar klacht zou indienen en zich als burgerlijke partij zou aanstellen, althans zich zijn burgerlijke vordering zou ontzeggen en zich alle schadevergoeding zou zien weigeren krachtens de spreuk « *volenti non fit injuria* » (Zie ook « *Cass. Belge* », 12 Januari 1933; *Belgique judiciaire*, 1933, kol. 181.)

Besluit.

Dit alles moet eens te meer tot voorzichtigheid aanzetten.

Sedert de wet van 11 Februari 1905, bedraagt de termijn van schorsing voor de toelating tot dagvaarding in beginsel zes maanden. In ernstige en buitengewone omstandigheden kan hij worden verminderd tot twee maanden (art. 204 c. c.).

Een politiek
van beperking
is voor den
wetgever
geboden.

Is het waarlijk overdreven en dient er ingegaan tegen de waarschuwingen en de alarmkreten die aan de wetgevers van al de landen niet worden gespaard door alwie de evolutie van de hedendaagsche zeden nagaat?

Is het waarlijk noodig het wetgevend raderwerk in beweging te stellen om het gemak nog te verruimen van een proceduur waarvan velen daarentegen de mogelijkheden zouden willen beperken?

Wij meenen zulks niet en wij onderwerpen aan de overwegingen van onze geachte collega's van de Hooge Vergadering de beschouwingen die amper enkele dagen geleden onze geachte Collega van de Rechtsfaculteit te Parijs, de heer André Ronast, deed gelden :

« Bij gemis van volledige afschaffing, die moeilijk als mogelijk kan worden beschouwd, moet de wetgevende politiek op gebied van echtscheiding een politiek van beperking zijn, en de proceduurverwikkelingen zijn een uitstekend middel van beperking. De opstellers van het Wetboek van Napoleon hebben ze daartoe uitgedacht en hun uitwerksel was uitstekend. Men moet deze verwikkelingen behouden omdat het hinderpalen zijn die de moderne gezinnen vrijwaren tegen de neiging naar het vrije huwelijk waartoe de practijk van de echtscheiding onvermijdelijk leidt. »

De leden van de balie weten dat in feite de vermindering van den termijn van zes maanden, die kan worden toegestaan in ernstige en buitengewone omstandigheden naar luid van artikel 240 van het Burgerlijk Wetboek, door den rechter vrij dikwijls wordt toegestaan.

Wanneer de omstandigheden dusdanig zijn dat geen verzoening kan worden verwacht, dan maakt de rechter gebruik van het hem verleende recht van vermindering.

Deze bepaling is ruim genoeg en geenerlei ernstige reden kan ons inziens worden ingeroepen om de formaliteiten van de echtscheiding nog meer te vermakkelijken.

Moet de echtscheiding, zooals een auteur, wiens meening wij op verre na niet deelen, staande houdt, vooral zijn het juridisch middel om de belangen van de samenleving en niet die van den enkeling te vrijwaren. (CONSENTINI : *Le Droit de Famille, Essai de réforme*, Parijs, 1929, blz. 268), dan zien wij waarlijk niet in dat het in het huidige geval onontbeerlijk is een nieuwe wet te maken.

De geachte heer Lebeau, indiener van het voorstel, uit eigen naam en uit naam van verschillende leden der Commissie, antwoordde als volgt op bovenstaande beschouwingen :

« Het verslag van den geachten heer Orban is niets minder dan een pleidooi voor de afschaffing van de echtscheiding. Het ligt niet in mijn bedoeling op mijn beurt een pleidooi ten voordeele van de echtscheiding te houden. Daar ligt de vraag niet. — Echtscheiding wordt door de wet erkend. — Het komt er niet op aan te weten of in sommige gevallen er niet dient overgegaan tot de afschaffing van lange en kostelijke formaliteiten, die overbodig zijn en bovendien de rollen der rechtbanken zonder eenig nut overladen. Het geldt ook niet de verruiming van de gronden van echtscheiding !

Het geldt hare toelating juist in de gevallen bedoeld bij de auteurs aangehaald door den geachten verslaggever : bladzijde 3 Pasquier « De echtscheiding wordt

dus enkel toegelaten wanneer zij onvermijdelijk is en in zekeren zin door de feiten opgelegd » ; bladzijde 4, De Marcère : « Echtscheiding zal enkel worden uitgesproken in uiterste omstandigheden ».

Is het overspel van de vrouw, het onderhouden van een bijzit niet het onvermijdelijke geval, de uiterste omstandigheid ?

Moet men dus voor deze onvermijdelijke gevallen de ongelukkige slachtoffers dezer toestanden verplichten hun toevlucht te nemen tot dezelfde formaliteiten als die welke terecht worden opgelegd waar het gaat om beledigingen of ernstige mishandelingen ! Wij meenen van niet !

De geachte verslaggever zegt ons : verzoening is altijd mogelijk, zelfs in geval van veroordeeling door een strafrechtbank. Dat is hoogst onwaarschijnlijk. In elk geval belet echtscheiding de verzoening niet. De echtgenooten, die uit den echt gescheiden, kunnen opnieuw samen trouwen.

De geachte verslaggever vreest voor geveinsde vaststelling van echtbreuk. Het voorstel slaat niet op de gevallen van echtbreuk of onderhoud van een bijzit, die werden vastgesteld, doch op die waarvoor *veroordeeling* werd uitgesproken. Zoo een van de echtgenooten erin toestemt de comédie van de betrapting te spelen, dan twijfel ik er ten sterkste aan dat er een zou te vinden zijn die, met licht gemoed, een veroordeeling tot gevangenstraf zou op zich halen, enkel om sommige formaliteiten van rechtspleging te vermijden. De geachte verslaggever wijst ons op een arrest van het Hof van Beroep te Brussel, waarbij bevestigd wordt dat overspel van de vrouw op zichzelf geen afdoende grond tot echtscheiding voor den man is, dat de man zich daarop niet mag beroepen wanneer hij het heeft uitgelokt of geduld.

Zoo hij zich in burgerlijk opzicht daarop niet mag beroepen, dan mag hij het ook niet in strafrechtelijk opzicht. De theorie van het Hof moet voor de boetstraffelijke rechtbank ook gelden.

Er zal dus geen veroordeelend vonnis ten gunste van den man zijn en in dit geval kan ons voorstel niet worden toegepast. De heer Orban wijst erop dat de termijn voor dagvaarding vaak tot twee maand wordt herleid : er zijn drie verschijningen noodig alvorens men hem bekomt, daarna ten minste twee verschijningen na de toelating tot dagvaarding, dan komen de termijnen voor hooger beroep, het hooger beroep zelf, de cassatietermijn, het cassatieberoep, al maatregelen die den schuldigen echtgenoot ten goede komen, al maatregelen die kostelijk, lang en hoogst schadelijk zijn, zoowel in stoffelijk als zedelijk opzicht, voor de ongelukkige slachtoffers dezer toestanden.

Het welbegrepen belang dezer laatsten vergt de afschaffing van al die kostelijke en tergende formaliteiten ; aldus worden de rollen der rechtbanken verlicht en de gerechtskosten aanzienlijk verminderd. »

Bij de stemming sprak de Commissie van Justitie zich met 10 tegen 5 stemmen tegen het wetsvoorstel uit. Derhalve heeft zij de eer den Senaat te verzoeken het op zijne beurt te verwerpen.

De Verslaggever,
M. ORBAN.

De Voorzitter,
A. LIGY.